



ROGERS COMMUNICATIONS ANNONCE SES RÉSULTATS POUR LE PREMIER TRIMESTRE DE 2016

- **Pour le premier trimestre de 2016, le plan Rogers 3.0 produit de solides résultats financiers et opérationnels :**
 - **Croissance soutenue des produits opérationnels de 2 % attribuable à la progression de 5 % de Sans-fil;**
 - **Ajouts nets de 14 000 abonnés aux services facturés de Sans-fil, soit une augmentation de 40 000 sur douze mois;**
 - **Réduction du taux d'attrition des services facturés de Sans-fil pour un deuxième trimestre de suite, avec une amélioration de 7 points de base sur douze mois;**
 - **PMPC en hausse de 4 % grâce à l'importante progression des forfaits Partagez tout, maintenant choisis par 38 % de nos abonnés aux services facturés;**
 - **Ajouts nets de 16 000 abonnés aux services d'accès Internet de Cable, soit une augmentation de 23 000 sur douze mois, et maintien d'une croissance à deux chiffres (11 %) des produits opérationnels tirés des services d'accès Internet.**
- **Nous avons répondu au désir de plus de vitesse de notre clientèle; notre objectif d'offrir des débits de 1 Gb/s sur l'ensemble du territoire de desserte d'ici la fin de 2016, soit bien avant nos concurrents, est en bonne voie d'être atteint.**
- **Le nombre de plaintes de clients à l'égard de la marque Rogers a baissé de 65 % selon le rapport le plus récent du Commissaire aux plaintes relatives aux services de télécommunications (le CPRST) - il s'agit de l'amélioration la plus marquée de notre groupe de pairs.**

TORONTO (le 18 avril 2016) - Rogers Communications Inc., l'une des plus importantes sociétés diversifiées dans les communications et les médias au Canada, a fait connaître aujourd'hui ses résultats financiers et opérationnels non audités pour le premier trimestre clos le 31 mars 2016.

Principaux résultats financiers consolidés

| (en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, non audités) | Trimestres clos les 31 mars | |
|---|-----------------------------|---------|
| | 2016 | 2015 |
| Produits opérationnels | 3 245 | 3 175 |
| Après ajustement ¹ | | |
| Résultat d'exploitation | 1 101 | 1 124 |
| Résultat net | 263 | 275 |
| Résultat par action de base | 0,51 \$ | 0,53 \$ |
| Bénéfice net | 248 | 255 |
| Bénéfice de base par action | 0,48 \$ | 0,50 \$ |
| Flux de trésorerie disponibles ¹ | 220 | 266 |
| Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles | 598 | 227 |

¹ Les montants ajustés et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

« Les services facturés de notre secteur Sans-fil ont inscrit leur taux d'attrition le plus bas en cinq ans pour un premier trimestre grâce à la qualité de nos réseaux, à la valeur de notre offre de produits et services et aux améliorations que nous avons apportées à l'expérience client, a déclaré Guy Laurence, président et chef de la direction. Pour l'ensemble du trimestre, nos produits opérationnels ont encore connu une croissance et les principales données liées aux abonnés se sont améliorées de façon continue, malgré un trimestre marqué par une vive concurrence. Grâce à l'essor de Sans-fil, à l'expansion constante des services d'accès à Internet et à la voie clairement tracée pour nos activités dans les domaines télévisuel et médiatique, nous sommes bien positionnés pour respecter nos prévisions financières pour 2016. »

Principaux faits saillants financiers

Augmentation des produits opérationnels

Les produits consolidés ont augmenté de 2 % au cours du trimestre considéré, rendant compte de la croissance de 5 % des produits de Sans-fil et de 2 % de ceux de Solutions d'Affaires, ainsi que de la baisse de 2 % des produits de Cable et de 3 % de ceux de Media. La hausse des produits du secteur Sans-fil est attribuable à la progression des produits tirés des réseaux découlant de l'augmentation du nombre d'abonnés et de l'adoption continue des forfaits *Partagez tout* de Rogers qui génèrent davantage de PMPC des services facturés et à l'augmentation des produits tirés des appareils. La baisse des produits de Cable s'explique par le recul continu des produits tirés des services de télévision et de téléphonie, contrebalancé en partie par la croissance soutenue des produits tirés des services d'accès Internet. La diminution des produits de Media tient essentiellement à la faiblesse persistante des activités conventionnelles de télédiffusion, de radiodiffusion et de publicité imprimée, en partie compensée par la croissance des produits tirés des activités sportives.

Baisse du résultat d'exploitation ajusté

La baisse du résultat d'exploitation ajusté consolidé au cours du trimestre considéré rend compte d'une détérioration du résultat d'exploitation ajusté de Media au moment où nos activités médiatiques traditionnelles sont confrontées à un contexte publicitaire en pleine mutation. Pour faire face à ces pressions, nous avons annoncé pendant le trimestre des mises à pied dans les domaines de la télévision conventionnelle, de la radio et de l'édition de même que dans les services administratifs.

Diminution du bénéfice net et du résultat net ajusté

Le résultat net ajusté a diminué au cours du trimestre à l'étude en raison surtout de l'augmentation des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et de la baisse du résultat d'exploitation ajusté, facteurs en partie compensés par la réduction de l'impôt sur le résultat. Quant au bénéfice net du trimestre, il a en outre subi la hausse des frais de restructuration.

Souplesse financière grâce à d'importants flux de trésorerie disponibles

Au premier trimestre, la Société a continué de générer d'importants flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles et des flux de trésorerie disponibles se chiffrant respectivement à 598 millions de dollars et à 220 millions de dollars. La diminution des flux de trésorerie disponibles s'explique par le calendrier des investissements dans le réseau et des paiements d'impôt en trésorerie. Nous sommes bien positionnés pour respecter nos cibles prévisionnelles de 2016 en matière d'entrées d'immobilisations corporelles et de flux de trésorerie disponibles.

Grâce à nos solides résultats financiers, nous avons pu continuer d'investir dans notre réseau tout en maintenant des remboursements de capital importants pour nos actionnaires. Nous avons versé 247 millions de dollars sous forme de dividendes au cours du trimestre considéré.

Rogers 3.0

Rogers 3.0 est un plan pluriannuel à l'aide duquel nous voulons :

- relancer la croissance de nos revenus de façon durable;
- miser sur nos solides antécédents en matière de produits de façon à dégager des marges et des flux de trésorerie disponibles élevés de même qu'un bon rendement sur nos actifs et, ultimement, à accroître les rendements en faveur de nos actionnaires.

Nous nous attendons à ce que les occasions d'augmenter notre performance ne manquent pas, notamment pour :

- bonifier encore davantage l'expérience client;
- demeurer un chef de file et continuer sur notre lancée dans le secteur Sans-fil;
- renforcer notre offre dans le secteur Cable;
- stimuler la croissance dans le marché Affaires.

Bonifier l'expérience client

Par comparaison avec ses principaux concurrents, Rogers est encore une fois la société qui a réduit le plus le nombre de plaintes de clients, comme le rapporte le CPRST dans son rapport semestriel de 2015-2016 portant sur la période de six mois terminée le 31 janvier 2016. Les plaintes à l'endroit de la marque Rogers ont chuté de 65 % alors que dans l'ensemble, les plaintes de clients ont diminué de 54 %.

Les plaintes relatives à l'itinérance adressées au CPRST par des clients de Rogers devraient être réduites de 90 % pour l'exercice par rapport aux résultats de 2012-2013. Rogers a modifié le mode d'itinérance de ses clients à la fin de 2014 en lançant le service *Partout chez vous*, qui permet aux clients d'utiliser leur forfait mensuel quand ils sont en déplacement pour accéder à Internet, faire des appels, communiquer par messagerie texte et envoyer des courriels comme ils le feraient de leur domicile.

Nous sommes d'avis que les améliorations que nous avons apportées à l'expérience client jouent un rôle déterminant dans la baisse du taux d'attrition des services facturés de Sans-fil. Le taux d'attrition des services facturés s'est établi à 1,17 % pour le trimestre à l'étude, soit une amélioration de 7 points de base sur douze mois; il s'agit du taux d'attrition le plus bas enregistré pour les sept derniers trimestres, et le meilleur depuis 2010 pour un premier trimestre. Notre taux d'attrition s'est amélioré pendant deux trimestres consécutifs, et ce, malgré la concurrence accrue et l'incidence de la « double cohorte ».

Demeurer un chef de file et continuer sur notre lancée dans le secteur Sans-fil

Nos forfaits et nos contenus irrésistibles, l'amélioration de l'expérience client et le meilleur réseau dans sa catégorie sont autant de facteurs qui ont su continuer d'attirer et de retenir des clients à rentabilité plus élevée. Nous avons obtenu des ajouts nets de 14 000 abonnés aux services facturés de Sans-fil au premier trimestre, soit une hausse de 40 000 par rapport aux ajouts du trimestre correspondant de l'exercice précédent. La concurrence reste vive sur le marché, aussi avons-nous investi davantage pendant le trimestre pour attirer les abonnés présentant une valeur élevée sur lesquels nous comptons pour poursuivre l'amélioration du taux d'attrition et l'accroissement de la valeur à long terme.

Après nos acquisitions et le déploiement du spectre supérieur en 2015, nous nous attendons toujours à une baisse générale des entrées d'immobilisations corporelles en 2016. Nous prévoyons aussi que des améliorations proviendront des prix avantageux offerts par nos fournisseurs, notamment grâce à notre partenariat stratégique unique avec Vodafone Group Plc au Canada.

Renforcer notre offre dans le secteur Cable

Service Internet ÉLAN

La composition des produits de Cable continue d'évoluer vers des services d'accès Internet à marge supérieure. Nous prévoyons offrir des vitesses Internet gigabit sur l'ensemble de notre réseau par câble à plus de 4 millions de foyers d'ici la fin de 2016, et ce, moyennant un investissement supplémentaire de moins de 50 \$ par foyer par année. Nous augmenterons la capacité à mesure que la demande de vitesse croîtra en engageant annuellement de nouvelles dépenses d'investissement fondées sur le résultat, ce qui nous permettra de dégager des rendements attrayants pour nos actionnaires.

Gammes de services de télévision

Nous pensons que les consommateurs continueront de porter un intérêt grandissant à la télé 4K. D'ici la fin de 2016, nous prévoyons offrir plus de 500 heures de contenu 4K, dont 100 événements sportifs en direct. Pendant le trimestre, nous avons aussi continué de mettre à niveau l'interface utilisateur de nos services télévisuels traditionnels, lancé deux nouveaux canaux d'accompagnement Sportsnet 4K, réalisé la première diffusion 4K d'une partie de baseball de la Ligue majeure lors du match inaugural à domicile des Blue Jays de Toronto. Nous prévoyons lancer un produit de télévision par IP (IPTV) d'ici la fin de l'année.

Stimuler la croissance dans le marché Affaires

Nous estimons que Rogers est actuellement sous-indexée dans ce marché en croissance. Au cours du trimestre, nous avons lancé Internet des objets sous forme de service. Ce service géré aidera nos clients à tirer parti de cette technologie transformatrice tout en restant concentrés sur leurs activités. Au cours des mois qui viennent, nous continuerons de proposer aux consommateurs des technologies novatrices comme celle-là. Il faudra un certain temps pour sensibiliser le marché à ces nouveaux services et ensuite le pénétrer, mais nous nous réjouissons de l'apport que cette occasion de croissance à long terme fournira.

À propos des mesures non conformes aux PCGR

Des mesures non conformes aux PCGR sont présentées dans le présent communiqué, notamment le résultat d'exploitation ajusté, la marge bénéficiaire opérationnelle ajustée, le résultat net ajusté, les flux de trésorerie disponibles, la dette nette ajustée, le ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté, le résultat par action de base ajusté et le résultat par action dilué ajusté. Ces mesures sont des mesures non conformes aux PCGR et elles ne devraient pas être considérées comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

À propos de Rogers

Rogers Communications est une société ouverte canadienne de premier plan diversifiée dans les communications et les médias. Elle est le principal fournisseur de services de communications sans fil et l'un des plus importants fournisseurs de services de télévision, d'accès Internet haute vitesse et de téléphonie par câble aux particuliers et aux entreprises au Canada. Par l'intermédiaire de Rogers Media, la Société exerce des activités de radiodiffusion, de télédiffusion et de téléachat, elle publie des magazines et des revues spécialisées et elle est présente dans le secteur du divertissement sportif et des médias numériques. Nos actions sont négociées à la Bourse de Toronto (TSX : RCI.A et RCI.B) et à la New York Stock Exchange (NYSE : RCI). Pour en savoir davantage sur le groupe de sociétés Rogers, il y a lieu de consulter le site rogers.com.

L'information obtenue sur le site Web de la Société ou liée à celui-ci ne fait pas partie du présent communiqué et n'y est pas intégrée.

Relations avec les investisseurs

Amy Schwalm
416 704-9057
amy.schwalm@rci.rogers.com

Relations avec les médias

Terrie Tweddle
416 935-4727
terrie.tweddle@rci.rogers.com

Conférence téléphonique trimestrielle à l'intention de la communauté financière

La téléconférence sur les résultats du premier trimestre de 2016 à l'intention de la communauté financière se tiendra :

- le 18 avril 2016,
- à 16 h 30, heure de l'Est,
- à l'adresse rogers.com/webcast,
- les médias pourront participer à titre d'auditeurs seulement.

Une rediffusion sera présentée à l'adresse rogers.com/investors et sera accessible depuis la page Événements et présentations pendant une période d'au moins deux semaines suivant la téléconférence. En outre, les investisseurs sont priés de noter que la direction de Rogers fait à l'occasion des allocutions lors de conférences de sociétés de courtage à l'intention des investisseurs. La plupart du temps, ces conférences sont diffusées sur le Web et lorsqu'il y a une webdiffusion, les liens sont offerts sur le site Web de Rogers, à l'adresse rogers.com/events généralement au moins deux jours avant la conférence.

Renseignements supplémentaires

Vous trouverez plus de renseignements à notre sujet sur notre site Web (rogers.com/investors), sur SEDAR (sedar.com) et sur EDGAR (sec.gov); vous pouvez aussi nous envoyer un courriel à l'adresse investor.relations@rci.rogers.com. L'information sur les sites Web en question ou sur des sites Web liés et tout autre site Web mentionné aux présentes ne fait pas partie du présent communiqué et n'y est pas intégrée.

Vous pouvez également visiter la page rogers.com/investors pour en savoir davantage sur nos pratiques de gouvernance, notre présentation de rapports sur la responsabilité sociale et pour obtenir un glossaire des termes des communications et des médias et d'autres renseignements sur nos activités.

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion présente de l'information importante au sujet de nos activités et de notre performance pour le trimestre clos le 31 mars 2016 ainsi que de l'information prospective au sujet de périodes futures. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le premier trimestre de 2016 et les notes y afférentes, préparés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), avec notre rapport de gestion annuel 2015, nos états financiers consolidés audités de 2015 et les notes y afférentes, qui ont été dressés conformément aux IFRS publiées par l'IASB, ainsi qu'avec les autres documents récents déposés auprès des autorités en valeurs mobilières canadiennes et américaines et publiés sur SEDAR, à sedar.com ou sur EDGAR, à sec.gov, respectivement.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur Rogers, notamment sur son offre de produits et services, son marché concurrentiel et les tendances du secteur, ainsi que sur sa stratégie fondamentale, il y a lieu de se reporter aux rubriques « Comprendre nos activités », « Notre stratégie » et « Capacité à produire des résultats » de notre rapport de gestion annuel 2015. Pour en savoir davantage sur nos objectifs et principaux moteurs de la performance, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Principaux moteurs de la performance et faits saillants stratégiques » de notre rapport de gestion annuel de 2015 et aux rubriques « Principaux faits saillants financiers » et « Rogers 3.0 » aux pages 2 à 4 de notre communiqué du premier trimestre de 2016.

Dans le présent rapport de gestion, tous les montants présentés en dollars sont en dollars canadiens, sauf indication contraire. Toutes les variations en pourcentage sont calculées en fonction de nombres arrondis, tels qu'ils sont présentés dans les tableaux. Le présent rapport de gestion est daté du 18 avril 2016 et a été approuvé par le comité d'audit et de risque de notre conseil d'administration (le « conseil ») à cette date. Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs et des hypothèses. Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « À propos des énoncés prospectifs » pour obtenir de plus amples renseignements.

Les termes « nous », « notre », « nos », « Rogers », « Rogers Communications » et « la Société » désignent Rogers Communications Inc. et ses filiales. Le terme « RCI » s'entend de l'entité juridique Rogers Communications Inc., à l'exclusion de ses filiales. RCI détient également des participations dans divers placements et entreprises.

La Société est inscrite à la cote de la Bourse de Toronto (TSX : RCI.A et RCI.B) et de la New York Stock Exchange (NYSE : RCI).

Dans le présent rapport de gestion, les expressions « trimestre considéré », « trimestre à l'étude » et « trimestre » s'entendent de la période de trois mois close le 31 mars 2016. Sauf indication contraire, tous les commentaires concernant les résultats comparatifs ont trait aux périodes correspondantes de 2015 ou au 31 décembre 2015, s'il y a lieu.

Secteurs à présenter

Nous présentons nos résultats selon quatre secteurs. Le tableau suivant présente chacun de ces secteurs ainsi que la nature de leurs activités :

| Secteur | Principales activités |
|----------------------|---|
| Sans-fil | Activités de télécommunications sans fil destinées aux entreprises et aux consommateurs canadiens. |
| Cable | Activités de télécommunications par câble, y compris les services d'accès Internet, de télévision et de téléphonie pour les entreprises et les consommateurs canadiens. |
| Solutions d'Affaires | Connectivité réseau au moyen de nos actifs liés au réseau de fibre optique et au centre de données afin de prendre en charge un éventail de services de transmission de la voix et des données, de réseau, d'hébergement et d'infonuagique aux entreprises canadiennes de petite, moyenne et grande envergure et aux administrations gouvernementales, ainsi que des services de gros aux autres entreprises de télécommunications. |
| Media | Portefeuille diversifié de propriétés de médias qui comprend des activités de télédiffusion, de radiodiffusion, de chaînes spécialisées, d'achat multiplateforme, d'édition, de divertissement et de médias sportifs, et de médias numériques. |

Au cours du trimestre, Sans-fil, Cable et Solutions d'Affaires ont été exploités par notre filiale en propriété exclusive, Rogers Communications Canada Inc. et certaines de nos autres filiales en propriété exclusive. Le secteur Media est exploité par notre filiale en propriété exclusive Rogers Media Inc. et ses filiales.

Table des matières

| | | | |
|---|----|--|----|
| Sommaire des résultats financiers consolidés..... | 8 | Évolution de la réglementation..... | 27 |
| Principales variations des résultats financiers par rapport à 2015..... | 9 | Mise à jour sur les risques et les incertitudes..... | 28 |
| Résultats de nos secteurs à présenter..... | 10 | Estimations et méthodes comptables critiques..... | 29 |
| Revue de la performance consolidée..... | 17 | Prévisions financières..... | 30 |
| Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières..... | 20 | Indicateurs clés de performance..... | 31 |
| Aperçu de la situation financière..... | 23 | Mesures non conformes aux PCGR..... | 32 |
| Situation financière..... | 24 | Information complémentaire..... | 35 |
| Gestion des risques financiers..... | 24 | À propos des énoncés prospectifs..... | 37 |
| Engagements et obligations contractuelles..... | 27 | | |

Sommaire des résultats financiers consolidés

| (en millions de dollars, sauf les marges et leurs montants par action) | Trimestres clos les 31 mars | | |
|--|-----------------------------|---------|----------------|
| | 2016 | 2015 | Variation en % |
| Produits opérationnels | | | |
| Sans-fil | 1 890 | 1 794 | 5 |
| Cable | 856 | 870 | (2) |
| Solutions d'Affaires | 96 | 94 | 2 |
| Media | 448 | 464 | (3) |
| Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés | (45) | (47) | (4) |
| Produits opérationnels | 3 245 | 3 175 | 2 |
| Résultat d'exploitation ajusté | | | |
| Sans-fil | 763 | 765 | - |
| Cable | 393 | 402 | (2) |
| Solutions d'Affaires | 31 | 28 | 11 |
| Media | (49) | (32) | 53 |
| Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés | (37) | (39) | (5) |
| Résultat d'exploitation ajusté ¹ | 1 101 | 1 124 | (2) |
| Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée ¹ | 33,9 % | 35,4 % | (1,5) pts |
| Bénéfice net | 248 | 255 | (3) |
| Bénéfice de base par action | 0,48 \$ | 0,50 \$ | (4) |
| Résultat net ajusté ¹ | 263 | 275 | (4) |
| Résultat par action de base ajusté ¹ | 0,51 \$ | 0,53 \$ | (4) |
| Entrées d'immobilisations corporelles | 552 | 475 | 16 |
| Flux de trésorerie disponibles ¹ | 220 | 266 | (17) |
| Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles | 598 | 227 | 163 |

¹ Le résultat d'exploitation ajusté, la marge bénéficiaire opérationnelle ajustée, le résultat net ajusté, le résultat par action de base ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

Principales variations des résultats financiers par rapport à 2015

Produits opérationnels

Les produits tirés des réseaux de Sans-fil se sont accrues au cours du trimestre en raison de l'augmentation du nombre d'abonnés et de l'adoption soutenue des forfaits facturés *Partagez Tout* de Rogers générateurs de PMPC plus élevés.

Les produits opérationnels de Cable ont diminué pour le trimestre considéré sous l'effet d'une réduction du nombre d'abonnés aux services de télévision et de téléphonie au cours de l'exercice, compensée en partie par la croissance du nombre d'abonnés aux services d'accès Internet, une migration générale des clients des services d'accès Internet vers des services offrant des vitesses et des capacités supérieures et l'incidence des changements de la tarification pour la plupart des produits.

Les produits opérationnels de Solutions d'Affaires ont augmenté pour le trimestre considéré, car la croissance des services de prochaine génération sur réseaux possédés, y compris la hausse des produits tirés de nos centres de données, a plus qu'annulé la poursuite du recul prévu des produits tirés des services traditionnels hors réseau à marge inférieure.

Les produits opérationnels de Media ont connu une baisse au cours du trimestre à l'étude en raison de la diminution des produits tirés de la publicité conventionnelle télédiffusée, imprimée et radiodiffusée, compensée en partie par la croissance des produits tirés des événements sportifs.

Résultat d'exploitation ajusté

Le résultat d'exploitation ajusté de Sans-fil a été stable pour le trimestre considéré, car la hausse des produits tirés des réseaux décrite précédemment a été annulée par les coûts plus importants associés aux volumes plus élevés d'appareils intelligents subventionnés.

Le résultat d'exploitation ajusté de Cable a diminué pour le trimestre, diminution attribuable à la décroissance des produits opérationnels décrite plus haut et contrebalancée en partie par diverses mesures visant une hausse de l'efficacité et de la productivité.

Le résultat d'exploitation ajusté de Solutions d'Affaires a augmenté pendant le trimestre grâce à la hausse des produits opérationnels et à la baisse des coûts liés aux services.

La perte au titre du résultat d'exploitation ajusté de Media a augmenté pour le trimestre à l'étude en raison principalement de la baisse des produits décrite ci-dessus.

Résultats de nos secteurs à présenter

SANS-FIL

Résultats financiers de Sans-fil

| (en millions de dollars, sauf les marges) | Trimestres clos les 31 mars | | |
|--|-----------------------------|--------|----------------|
| | 2016 ¹ | 2015 | Variation en % |
| Produits opérationnels | | | |
| Produits tirés des réseaux | 1 734 | 1 672 | 4 |
| Ventes de matériel | 156 | 122 | 28 |
| Produits opérationnels | 1 890 | 1 794 | 5 |
| Charges opérationnelles | | | |
| Coût du matériel | 460 | 393 | 17 |
| Autres charges opérationnelles | 667 | 636 | 5 |
| Charges opérationnelles | 1 127 | 1 029 | 10 |
| Résultat d'exploitation ajusté | 763 | 765 | - |
| Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée exprimée en pourcentage des produits tirés des réseaux | 44,0 % | 45,8 % | (1,8) pts |
| Entrées d'immobilisations corporelles | 181 | 180 | 1 |

¹ Les résultats d'exploitation de Mobilicity sont compris dans les résultats de Sans-fil depuis la date d'acquisition, c'est-à-dire le 2 juillet 2015.

Résultats d'abonnements de Sans-fil¹

| (en milliers, sauf les taux d'attrition, les PMPC des services facturés et les PMPA mixtes) | Trimestres clos les 31 mars | | |
|---|-----------------------------|-----------|------------|
| | 2016 | 2015 | Variation |
| Services facturés | | | |
| Ajouts bruts d'abonnés | 304 | 277 | 27 |
| Ajouts nets (réductions nettes) d'abonnés | 14 | (26) | 40 |
| Total des abonnés aux services facturés ² | 8 285 | 8 139 | 146 |
| Attrition (mensuelle) | 1,17 % | 1,24 % | (0,07) pts |
| PMPC (mensuels) | 112,23 \$ | 107,47 \$ | 4,76 \$ |
| Services prépayés | | | |
| Ajouts bruts d'abonnés | 157 | 126 | 31 |
| Réductions nettes d'abonnés | (19) | (37) | 18 |
| Total des abonnés aux services prépayés ^{2,3} | 1 587 | 1 340 | 247 |
| Attrition (mensuelle) | 3,65 % | 3,99 % | (0,34) pts |
| PMPA mixtes (mensuels) | 58,54 \$ | 58,75 \$ | (0,21) \$ |

¹ Le nombre d'abonnés, le taux d'attrition, les PMPC des services facturés et les PMPA mixtes sont des indicateurs clés de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

² À la clôture de la période.

³ Le 2 juillet 2015, nous avons fait l'acquisition d'environ 154 000 abonnés aux services sans fil prépayés dans le cadre de notre acquisition de Mobilicity.

Produits tirés des réseaux

L'augmentation de 4 % des produits tirés des réseaux enregistrée au cours du trimestre découle des facteurs suivants :

- un nombre d'abonnés accru aux services facturés et aux services prépayés grâce en partie à l'acquisition des abonnés aux services prépayés de Mobilicity au troisième trimestre de 2015;
- l'adoption soutenue des forfaits économiques *Partagez Tout* de Rogers qui génèrent des PMPC des services facturés plus élevés, regroupent diverses fonctions supplémentaires et les appels interurbains, offrent la possibilité de combiner l'utilisation des données sur plusieurs appareils et donnent accès à nos autres produits et services tels que *Partout chez vous*, GameCentre LIVE de la LNH par Rogers, *Spotify*, *shomi* et *Texture par Next Issue*.

L'augmentation de 4 % des PMPC des services facturés du trimestre s'explique par l'adoption soutenue des forfaits *Partagez tout* de Rogers qui, eu égard au nombre de comptes d'abonnés, font en sorte que les abonnés ont profité de plus en plus des offres à tarification additionnelle et de leurs forfaits à partager et y accèdent à partir de plusieurs appareils qui sont tous rattachés au même compte.

Les PMPA mixtes ont à peine baissé au cours du trimestre en raison de ce qui suit :

- les retombées de l'accroissement, par suite de l'acquisition de Mobilicity, du nombre d'abonnés aux services prépayés générateurs de PMPA mixtes moins élevés par rapport à l'ensemble des abonnés et l'augmentation globale des ajouts nets d'abonnés aux services prépayés au cours de l'exercice;
- facteurs contrebalancés en partie par l'augmentation des produits tirés des réseaux, mentionnée ci-dessus.

Exclusion faite de l'incidence de l'ajout de Mobilicity, les PMPA mixtes auraient augmenté de 1 % pour le trimestre.

À notre avis, l'accroissement des ajouts bruts et nets d'abonnés pour le trimestre ainsi que le taux d'attrition inférieur découlent de notre stratégie visant l'amélioration de l'expérience client grâce à des offres à valeur accrue comme les nouveaux forfaits *Partagez tout +* et au perfectionnement de notre service à la clientèle.

Ventes de matériel

La hausse de 28 % des produits tirés des ventes de matériel pour le trimestre considéré découle principalement des éléments suivants :

- le nombre accru d'achats d'appareils attribuable surtout aux ajouts bruts d'abonnés plus élevés;
- une augmentation des prix de vente de matériel;
- facteurs contrebalancés en partie par la diminution de 2 % du nombre de rehaussements d'appareils par les abonnés existants.

Charges opérationnelles

La hausse de 17 % du coût du matériel au cours du trimestre considéré découle essentiellement de ce qui suit :

- une migration des ventes d'appareils et des rehaussements vers des téléphones intelligents à coût plus élevé;
- une croissance des volumes de ventes de matériel attribuable principalement aux ajouts bruts plus élevés;
- facteurs contrebalancés en partie par la diminution du nombre de rehaussements d'appareil par les abonnés existants, mentionnée ci-dessus.

Les autres charges opérationnelles se sont établies à 5 % de plus pour le trimestre à l'étude en raison des facteurs suivants :

- la hausse des coûts des services;
- des coûts supplémentaires plus élevés découlant de notre acquisition de Mobilicity;
- l'accroissement des coûts de publicité;
- facteurs en partie compensés par la baisse des commissions payées grâce à l'amélioration des canaux de distribution.

Résultat d'exploitation ajusté

Le résultat d'exploitation ajusté a été stable pour trimestre considéré, ce qui s'explique par les variations des produits et des charges susmentionnées.

CABLE

Résultats financiers de Cable

| (en millions de dollars, sauf les marges) | Trimestres clos les 31 mars | | |
|---|-----------------------------|--------|----------------|
| | 2016 | 2015 | Variation en % |
| Produits opérationnels | | | |
| Services d'accès Internet | 360 | 324 | 11 |
| Services de télévision | 395 | 426 | (7) |
| Services de téléphonie | 99 | 118 | (16) |
| Produits tirés des services | 854 | 868 | (2) |
| Ventes de matériel | 2 | 2 | - |
| Produits opérationnels | 856 | 870 | (2) |
| Charges opérationnelles | | | |
| Coût du matériel | 1 | 1 | - |
| Autres charges opérationnelles | 462 | 467 | (1) |
| Charges opérationnelles | 463 | 468 | (1) |
| Résultat d'exploitation ajusté | 393 | 402 | (2) |
| Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée | 45,9 % | 46,2 % | (0,3) pts |
| Entrées d'immobilisations corporelles | 246 | 224 | 10 |

Résultats d'abonnements de Cable ¹

| (en milliers) | Trimestres clos les 31 mars | | |
|---|-----------------------------|-------|-----------|
| | 2016 | 2015 | Variation |
| Services d'accès Internet | | | |
| Ajouts nets (réductions nettes) d'abonnés | 16 | (7) | 23 |
| Nombre total d'abonnés aux services d'accès Internet ² | 2 064 | 2 004 | 60 |
| Services de télévision | | | |
| Réductions nettes d'abonnés | (26) | (41) | 15 |
| Nombre total d'abonnés aux services de télévision ² | 1 870 | 1 983 | (113) |
| Services de téléphonie | | | |
| Réductions nettes d'abonnés | (10) | (20) | 10 |
| Nombre total d'abonnés aux services de téléphonie ² | 1 080 | 1 130 | (50) |
| Foyers branchés ² | 4 153 | 4 085 | 68 |
| Nombre total d'abonnés ³ | | | |
| Réductions nettes d'abonnés | (20) | (68) | 48 |
| Nombre total d'abonnés ² | 5 014 | 5 117 | (103) |

¹ Le nombre d'abonnés est un indicateur clé de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

² À la clôture de la période.

³ Comprend les abonnés aux services d'accès Internet, de télévision et de téléphonie.

Produits opérationnels

Les produits opérationnels ont diminué de 2 % pour le trimestre essentiellement par suite de ce qui suit :

- une diminution du nombre d'abonnés aux services de télévision et de téléphonie au cours de l'exercice;
- facteur partiellement contrebalancé par une migration des abonnés des services d'accès Internet vers des services offrant des vitesses et des capacités supérieures;
- la hausse du nombre d'abonnés aux services d'accès Internet;
- l'incidence des modifications tarifaires appliquées au cours de l'exercice.

Produits tirés des services d'accès Internet

L'augmentation de 11 % des produits tirés des services d'accès Internet au cours du trimestre à l'étude est attribuable à ce qui suit :

- une migration générale des clients vers des services offrant des vitesses et des capacités supérieures, comme les services d'accès Internet à large bande *ÉLAN*;
- un nombre accru d'abonnés aux services d'accès Internet;
- l'incidence des modifications de tarifs pour les services d'accès Internet;
- facteurs partiellement contrebalancés par le recul des produits tirés de l'utilisation supplémentaire causé par la migration d'une partie des abonnés vers des forfaits à utilisation illimitée à valeur plus élevée.

Produits tirés des services de télévision

Le recul de 7 % des produits tirés des services de télévision au cours du trimestre s'explique par les facteurs suivants :

- la diminution du nombre d'abonnés aux services de télévision au cours de l'exercice principalement en raison de l'évolution des habitudes de consommation en matière de télévision;
- l'élargissement de l'offre de prix promotionnels aux abonnés;
- facteurs partiellement contrebalancés par l'incidence des modifications tarifaires appliquées aux services de télévision au cours de l'exercice.

Produits tirés des services de téléphonie

Les produits tirés des services de téléphonie ont reculé de 16 % au cours du trimestre en raison de ce qui suit :

- l'incidence des forfaits à tarifs réduits liés aux offres groupées *ÉLAN*;
- une diminution du nombre d'abonnés.

Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles ont diminué de 1 % au cours du trimestre considéré en raison de ce qui suit :

- l'évolution de la composition des produits vers des services d'accès Internet à marge supérieure au détriment de la télédiffusion conventionnelle;
- diverses mesures visant une hausse de l'efficacité et de la productivité;
- facteurs en partie contrebalancés par des coûts de publicité accrus liés en partie au lancement de la télé 4K.

Résultat d'exploitation ajusté

Le résultat d'exploitation ajusté a reculé de 2 % au trimestre considéré en raison des variations des produits et des charges susmentionnées.

SOLUTIONS D'AFFAIRES

Résultats financiers de Solutions d'Affaires

| (en millions de dollars, sauf les marges) | Trimestres clos les 31 mars | | |
|---|-----------------------------|--------|-------------------|
| | 2016 ¹ | 2015 | Variation en % |
| Produits opérationnels | | | |
| Activités de prochaine génération | 75 | 70 | 7 |
| Activités traditionnelles | 20 | 23 | (13) |
| Produits tirés des services | 95 | 93 | 2 |
| Ventes de matériel | 1 | 1 | - |
| Produits opérationnels | 96 | 94 | 2 |
| Charges opérationnelles | 65 | 66 | (2) |
| Résultat d'exploitation ajusté | 31 | 28 | 11 |
| Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée | 32,3 % | 29,8 % | 2,5 pts |
| Entrées d'immobilisations corporelles | 38 | 33 | 15 |

¹ Les résultats opérationnels d'Internetworking Atlantic Inc. sont compris dans les résultats de Solutions d'Affaires depuis sa date d'acquisition, soit le 30 novembre 2015.

Produits opérationnels

Les produits tirés des services ont augmenté de 2 % au cours du trimestre considéré en raison de ce qui suit :

- la poursuite de la mise en œuvre de notre plan visant à accroître les produits tirés des services IP de prochaine génération à marge supérieure à partir des réseaux possédés ou proches;
- facteur partiellement contrebalancé par le déclin persistant de nos services traditionnels et hors réseau de transmission de la voix, une tendance qui devrait se poursuivre alors que nous concentrons nos activités sur les occasions que présentent les réseaux possédés ou proches de prochaine génération et que les clients se tournent vers des solutions et services IP plus évolués et rentables.

Les services de prochaine génération, qui comprennent les activités de nos centres de données, ont représenté 79 % du total des produits tirés des services au cours du trimestre (75 % en 2015).

Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles ont diminué de 2 % au cours du trimestre considéré en raison de la baisse des coûts liés aux services.

Résultat d'exploitation ajusté

Le résultat d'exploitation ajusté a augmenté de 11 % pendant le trimestre considéré en raison des variations des produits et des charges mentionnées ci-dessus.

MEDIA

Résultats financiers de Media

| (en millions de dollars, sauf les marges) | Trimestres clos les 31 mars | | |
|--|-----------------------------|---------|-------------------|
| | 2016 | 2015 | Variation en % |
| Produits opérationnels | 448 | 464 | (3) |
| Charges opérationnelles | 497 | 496 | - |
| Perte au titre du résultat d'exploitation ajusté | (49) | (32) | 53 |
| Marge déficitaire opérationnelle ajustée | (10,9) % | (6,9) % | (4,0) pts |
| Entrées d'immobilisations corporelles | 18 | 9 | 100 |

Produits opérationnels

La baisse de 3 % des produits opérationnels au cours du trimestre considéré s'explique par ce qui suit :

- une diminution des produits tirés de la publicité imprimée, radiodiffusée et télédiffusée;
- facteur contré en partie par l'augmentation des produits tirés des événements sportifs.

Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles sont restées à peu près les mêmes au cours du trimestre à l'étude en raison de ce qui suit :

- la hausse des coûts liés aux événements sportifs;
- la réduction des coûts de programmation de la télévision conventionnelle;
- le recul des coûts publicitaires;
- les économies de coûts qui ont commencé à se faire sentir par suite des licenciements déjà annoncés.

Perte au titre du résultat d'exploitation ajusté

L'augmentation de 53 % de la perte au titre du résultat d'exploitation ajusté au cours du trimestre à l'étude rend compte des variations des produits et des charges susmentionnées.

ENTRÉES D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

| (en millions de dollars, sauf l'intensité du capital) | Trimestres clos les 31 mars | | |
|--|-----------------------------|--------|-------------------|
| | 2016 | 2015 | Variation en % |
| Entrées d'immobilisations corporelles | | | |
| Sans-fil | 181 | 180 | 1 |
| Cable | 246 | 224 | 10 |
| Solutions d'Affaires | 38 | 33 | 15 |
| Media | 18 | 9 | 100 |
| Siège social | 69 | 29 | 138 |
| Total des entrées d'immobilisations corporelles¹ | 552 | 475 | 16 |
| Intensité du capital² | 17,0 % | 15,0 % | 2,0 pts |

¹ Les entrées d'immobilisations corporelles n'incluent pas les dépenses liées aux licences de spectre.

² L'intensité du capital est un indicateur clé de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

Sans-fil

L'augmentation négligeable des entrées d'immobilisations corporelles de Sans-fil au cours du trimestre à l'étude découle de la hausse des coûts engagés pour accroître la qualité et la capacité de notre réseau. Au 31 mars 2016, le déploiement de notre réseau LTE de 700 MHz atteignait 83 % de la population canadienne (78 % au 31 décembre 2015). Le réseau LTE de 700 MHz fournit un signal de qualité supérieure dans les sous-sols, les ascenseurs et les bâtiments aux murs de béton épais. Le déploiement de l'ensemble de notre réseau LTE atteignait environ 93 % de la population canadienne au 31 mars 2016.

Cable

L'accroissement des entrées d'immobilisations corporelles enregistré par Cable au cours du trimestre considéré découle d'une intensification des investissements dans les infrastructures de réseau en vue d'accroître davantage la fiabilité et la qualité du réseau et d'améliorer la capacité de notre plateforme Internet pour que nous puissions offrir des vitesses d'accès Internet atteignant le gigabit à l'échelle de notre réseau par câble d'ici la fin de l'exercice. Nous avons également effectué des investissements dans le développement de notre service de vidéo IP de prochaine génération et des guides télé numériques. Ces investissements ont été compensés en partie par la réduction des dépenses liées au matériel installé chez l'abonné.

Solutions d'Affaires

L'augmentation des entrées d'immobilisations corporelles du secteur Solutions d'Affaires enregistrée au cours du trimestre à l'étude est attribuable aux investissements constants dans des centres de données, à l'expansion de nos réseaux dans le but de joindre davantage de clients et d'emplacements et au développement de nouveaux services IP.

Media

La hausse des entrées d'immobilisations corporelles du secteur Media constatée au cours du trimestre considéré découle d'investissements supérieurs effectués au cours de l'exercice à l'étude dans nos plateformes numériques et dans les installations de diffusion.

Siège social

L'augmentation des entrées d'immobilisations corporelles liées au siège social au cours du trimestre s'explique par la hausse des dépenses liées aux améliorations apportées à nos divers bureaux et l'augmentation des coûts liés à la technologie de l'information.

Intensité du capital

L'intensité du capital a augmenté au cours du trimestre en raison de l'accroissement des entrées d'immobilisations corporelles découlant du calendrier des investissements dans notre réseau déjà mentionné, conjugué à la hausse des produits opérationnels décrite plus haut.

Revue de la performance consolidée

La présente rubrique analyse notre bénéfice net consolidé et d'autres charges qui n'ont pas été analysées au préalable.

| (en millions de dollars) | Trimestres clos les 31 mars | | |
|---|-----------------------------|-------|----------------|
| | 2016 | 2015 | Variation en % |
| Résultat d'exploitation ajusté ¹ | 1 101 | 1 124 | (2) |
| Déduire (ajouter) : | | | |
| Rémunération fondée sur des actions | 12 | 12 | - |
| Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles | 574 | 559 | 3 |
| Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges | 44 | 9 | n. s. |
| Charges financières | 196 | 210 | (7) |
| Autres produits | (34) | (3) | n. s. |
| Impôt sur le résultat | 61 | 82 | (26) |
| Bénéfice net | 248 | 255 | (3) |

n. s. : non significatif

¹ Le résultat d'exploitation ajusté est une mesure non conforme aux PCGR et ne doit pas être considéré comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Cette mesure n'est pas définie en vertu des IFRS et n'a pas de signification normalisée et, par conséquent, sa fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de cette mesure et sur la façon dont nous la calculons.

Rémunération fondée sur des actions

Notre charge au titre de la rémunération fondée sur des actions, qui comprend des options sur actions (y compris des droits à l'appréciation d'actions), des unités d'actions de négociation restreinte et des unités d'actions différées, est habituellement attribuable aux éléments suivants :

- l'acquisition des droits aux options sur actions et aux unités d'actions;
- la fluctuation du cours des actions de catégorie B de RCI;
- facteurs contrebalancés par l'incidence de certains instruments de capitaux propres dérivés désignés pour couvrir une partie du risque d'appréciation de la valeur des actions à l'égard de nos programmes de rémunération fondée sur des actions. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet des dérivés liés aux capitaux propres.

| (en millions de dollars) | Trimestres clos les 31 mars | |
|---|-----------------------------|------|
| | 2016 | 2015 |
| Incidence de l'acquisition des droits | 16 | 12 |
| Incidence des variations du cours | 22 | (14) |
| Dérivés liés aux capitaux propres, déduction faite des intérêts reçus | (26) | 14 |
| Total de la rémunération fondée sur des actions | 12 | 12 |

Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

| (en millions de dollars) | Trimestres clos les 31 mars | | |
|---|-----------------------------|------|----------------|
| | 2016 | 2015 | Variation en % |
| Amortissement des immobilisations corporelles | 549 | 518 | 6 |
| Amortissement des immobilisations incorporelles | 25 | 41 | (39) |
| Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, montant total | 574 | 559 | 3 |

Le montant total des amortissements s'est accru au cours du trimestre considéré, principalement en raison :

- de l'augmentation globale des entrées d'immobilisations corporelles au cours des dernières années, ce qui a donné lieu à un nombre accru d'actifs amortissables;
- facteur en partie contrebalancé par suite de la fin de l'amortissement de certaines immobilisations incorporelles.

Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges

Pour le trimestre, nous avons engagé des frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges de 44 millions de dollars (9 millions de dollars en 2015). Cette hausse correspond essentiellement à des indemnités de départ versées dans le cadre de la restructuration ciblée de nos effectifs.

Charges financières

| (en millions de dollars) | Trimestres clos les 31 mars | | |
|--|-----------------------------|------|----------------|
| | 2016 | 2015 | Variation en % |
| Intérêts sur les emprunts ¹ | 196 | 196 | - |
| Intérêts sur les passifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi | 2 | 3 | (33) |
| Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme | - | 7 | (100) |
| (Profit) perte de change | (25) | 7 | n. s. |
| Variation de la juste valeur des instruments dérivés | 24 | 2 | n. s. |
| Intérêts inscrits à l'actif | (4) | (8) | (50) |
| Autres | 3 | 3 | - |
| Total des charges financières | 196 | 210 | (7) |

¹ Les emprunts comprennent la dette à long terme et les emprunts à court terme relatifs à notre programme de titrisation des débiteurs.

Intérêts sur les emprunts

Les intérêts sur les emprunts ont été stables pour le trimestre considéré, ce qui découle d'une baisse du taux d'intérêt moyen pondéré sur l'encours de la dette, laquelle a été compensée par une augmentation du principal sur l'encours de la dette. Au 31 mars 2016, nos emprunts présentaient un coût de financement moyen pondéré de 4,75 % (4,82 % au 31 décembre 2015) et le terme moyen pondéré à l'échéance était de 10,4 années (10,8 années au 31 décembre 2015).

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières » pour en savoir davantage sur notre dette et sur les charges financières connexes.

Autres produits

L'augmentation des autres produits pour le trimestre tient essentiellement à la vente d'un placement.

Impôt sur le résultat

| (en millions de dollars, sauf les taux d'impôt) | Trimestres clos les 31 mars | |
|--|-----------------------------|--------|
| | 2016 | 2015 |
| Taux d'impôt prévu par la loi | 26,6 % | 26,5 % |
| Bénéfice avant impôt sur le résultat | 309 | 337 |
| Charge d'impôt sur le résultat calculée | 82 | 89 |
| Augmentation (diminution) de l'impôt découlant de ce qui suit : | | |
| Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions non déductible (non imposable) | 3 | (2) |
| Ajustement d'impôt sur le résultat, modification des lois fiscales | 3 | - |
| Diminution du taux d'impôt qu'il est prévu d'appliquer à la résorption des différences temporaires | (18) | - |
| Tranche non imposable de la plus-value | (5) | - |
| Autres éléments | (4) | (5) |
| Total de l'impôt sur le résultat | 61 | 82 |
| Taux d'impôt effectif | 19,7 % | 24,3 % |
| Impôt sur le résultat en trésorerie payé | 137 | 195 |

Le taux d'impôt effectif pour le trimestre à l'étude était inférieur au taux prévu par la loi en raison essentiellement d'une diminution du taux d'impôt applicable à certaines différences temporaires découlant d'une modification du mode attendu de recouvrement.

L'impôt sur le résultat en trésorerie payé au cours du trimestre a diminué grâce à une réduction des acomptes provisionnels.

En 2011, des modifications législatives ont éliminé le report du revenu des sociétés de personnes, ce qui a accéléré le paiement d'environ 700 millions de dollars au titre de l'impôt en trésorerie précédemment différé sur une période de

cinq ans débutant à un taux de 15 % en 2012, passant à 20 % pour 2013, 2014 et 2015, puis à 25 % en 2016. Nos paiements d'impôt sur le résultat en trésorerie pour l'année d'imposition 2016 continueront d'inclure ce montant additionnel. Bien que l'élimination du report du revenu des sociétés de personnes ait une incidence sur le calendrier des paiements d'impôt sur le résultat en trésorerie, elle n'a pas de conséquences sur notre charge d'impôt sur le résultat à des fins comptables. Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « À propos des énoncés prospectifs » pour obtenir de plus amples renseignements.

Bénéfice net

| (en millions de dollars, sauf les montants par action) | Trimestres clos les 31 mars | | |
|--|-----------------------------|---------|----------------|
| | 2016 | 2015 | Variation en % |
| Bénéfice net | 248 | 255 | (3) |
| Bénéfice de base par action | 0,48 \$ | 0,50 \$ | (4) |
| Bénéfice dilué par action | 0,48 \$ | 0,48 \$ | - |

Résultat net ajusté

Le tableau suivant décrit la façon dont nous calculons le résultat net ajusté à partir du résultat d'exploitation ajusté.

| (en millions de dollars, sauf les montants par action) | Trimestres clos les 31 mars | | |
|---|-----------------------------|---------|----------------|
| | 2016 | 2015 | Variation en % |
| Résultat d'exploitation ajusté ¹ | 1 101 | 1 124 | (2) |
| Déduire (ajouter) : | | | |
| Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles | 574 | 559 | 3 |
| Charges financières ² | 196 | 203 | (3) |
| Autres charges (produits) ³ | 5 | (3) | n. s. |
| Impôt sur le résultat ⁴ | 63 | 90 | (30) |
| Résultat net ajusté ¹ | 263 | 275 | (4) |
| Résultat par action de base et dilué ajusté ¹ | 0,51 \$ | 0,53 \$ | (4) |

¹ Le résultat d'exploitation ajusté, le résultat net ajusté et le résultat par action de base ajusté et dilué ajusté sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

² Les charges financières ne tiennent pas compte d'une perte de 7 millions de dollars liée aux remboursements sur la dette à long terme pour le trimestre clos le 31 mars 2015.

³ Les autres charges (produits) du trimestre clos le 31 mars 2016 ne tiennent pas compte d'un profit de 39 millions de dollars inscrit à la vente d'un placement.

⁴ L'impôt sur le résultat ne tient pas compte d'un recouvrement de 2 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2016 (recouvrement de 8 millions de dollars en 2015) lié à l'incidence fiscale des éléments ajustés.

Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières

Activités opérationnelles, activités d'investissement et activités de financement

| (en millions de dollars) | Trimestres clos les 31 mars | |
|---|-----------------------------|---------|
| | 2016 | 2015 |
| Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés | 1 093 | 1 035 |
| Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel | (120) | (350) |
| Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés | 973 | 685 |
| Impôt sur le résultat payé | (137) | (195) |
| Intérêts payés | (238) | (263) |
| Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles | 598 | 227 |
| Activités d'investissement | | |
| Entrées d'immobilisations corporelles | (552) | (475) |
| Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux immobilisations corporelles | (137) | (92) |
| Entrées de droits de diffusion | (10) | (12) |
| Autres | (40) | (12) |
| Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement | (739) | (591) |
| Activités de financement | | |
| Produit tiré des emprunts à court terme | 250 | 208 |
| Remboursements sur les emprunts à court terme | (45) | (15) |
| Émission de titres d'emprunt à long terme | 688 | 1 658 |
| Remboursements sur la dette à long terme | (569) | (1 609) |
| Produit tiré du règlement de dérivés liés à la dette et de contrats à terme | 455 | 1 059 |
| Paiements versés au règlement de dérivés liés à la dette et de contrats à terme | (474) | (905) |
| Dividendes payés | (247) | (235) |
| Entrées de trésorerie liées aux activités de financement | 58 | 161 |
| Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | (83) | (203) |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période | 11 | 176 |
| Avances bancaires à la clôture de la période | (72) | (27) |

Activités opérationnelles

L'augmentation de 163 % des entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles pour le trimestre est le résultat de la baisse des sorties de trésorerie liées au fonds de roulement hors trésorerie, d'une réduction des acomptes provisionnels et d'une diminution des intérêts payés pour le trimestre.

Activités d'investissement

Entrées d'immobilisations corporelles

Au cours du trimestre à l'étude, nous avons consacré 552 millions de dollars aux entrées d'immobilisations corporelles, avant la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, soit un montant supérieur à celui de la période correspondante de 2015. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Entrées d'immobilisations corporelles » pour plus de précisions.

Activités de financement

Titrisation des débiteurs

Au cours du trimestre considéré, nous avons reçu un financement de 250 millions de dollars (208 millions de dollars en 2015) aux termes du programme de titrisation des débiteurs; pour la même période, nous avons effectué des remboursements de 45 millions de dollars (15 millions de dollars en 2015). Par suite de ces opérations, le total de notre financement aux termes du programme a varié et s'est établi à 1 005 millions de dollars au 31 mars 2016 (800 millions de dollars au 31 décembre 2015).

Facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit

Au cours du trimestre, nous avons prélevé 688 millions de dollars (507 millions de dollars américains; 1 660 millions de dollars en 2015) et remboursé 569 millions de dollars (500 millions de dollars et 50 millions de dollars américains; 550 millions de dollars en 2015) sur nos facilités de crédit renouvelable et non renouvelable.

Au 31 mars 2016, le solde impayé de nos facilités de crédit renouvelable et non renouvelable totalisait 594 millions de dollars (457 millions de dollars américains; 500 millions de dollars au 31 décembre 2015). Ces fonds ont été empruntés en dollars américains pour que nous puissions tirer avantage de l'écart de taux d'intérêt favorable; nous avons conclu des dérivés liés à la dette relativement à ces emprunts pour convertir la totalité des obligations de paiement d'intérêts et de principal en dollars canadiens (il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir de plus amples renseignements).

Au 31 mars 2016, des liquidités s'élevant à 2,8 milliards de dollars (3,0 milliards de dollars au 31 décembre 2015) étaient disponibles dans le cadre de nos facilités de crédit renouvelable et non renouvelable et de lettres de crédit de 3,6 milliards de dollars (3,6 milliards de dollars au 31 décembre 2015). Aux termes de ces facilités, une tranche d'environ 0,1 milliard de dollars (0,1 milliard de dollars au 31 décembre 2015) a été prélevée sous forme de lettres de crédit, lesquelles sont en cours, et une tranche de 0,7 milliard de dollars, sous forme d'emprunts (0,5 milliard de dollars au 31 décembre 2015). Chacune de ces facilités a pour unique garantie le cautionnement de RCCI et a égalité de rang avec la totalité de nos billets de premier rang et débentures.

Le 1^{er} avril 2016, nous avons modifié notre facilité de crédit renouvelable de 2,5 milliards de dollars pour, entre autres, en faire passer la date d'échéance de juillet 2019 à septembre 2020. En parallèle, nous avons aussi modifié la facilité de crédit non renouvelable de 1,0 milliard de dollars pour, entre autres, en faire passer la date d'échéance d'avril 2017 à avril 2018.

Émission de billets de premier rang

Nous n'avons émis aucun billet de premier rang au cours des trimestres clos les 31 mars 2016 et 2015.

Remboursement des billets de premier rang et règlements des dérivés connexes

Nous n'avons remboursé aucun billet de premier rang ni réglé de dérivés liés la dette connexes au cours du trimestre.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2015, nous avons remboursé ou racheté nos billets de premier rang d'un montant de 550 millions de dollars américains (702 millions de dollars) et de 280 millions de dollars américains (357 millions de dollars) venus à échéance en mars 2015. Au même moment, les dérivés liés à la dette connexes avaient été réglés à l'échéance pour un produit net reçu de 154 millions de dollars, ce qui avait donné lieu à un remboursement net de 905 millions de dollars qui comprenait le règlement des dérivés liés à la dette connexes.

Dividendes

Le tableau suivant indique les dates de déclaration et de versement des dividendes pour nos deux catégories d'actions :

| Date de déclaration | Date de clôture des registres | Date de versement | Dividende par action (en \$) | Dividendes payés (en millions de dollars) |
|----------------------------|--------------------------------------|------------------------------|-------------------------------------|--|
| 27 janvier 2016 | 13 mars 2016 | 1 ^{er} avril 2016 | 0,48 | 247 |
| 28 janvier 2015 | 13 mars 2015 | 1 ^{er} avril 2015 | 0,48 | 248 |
| 21 avril 2015 | 12 juin 2015 | 2 juillet 2015 | 0,48 | 247 |
| 13 août 2015 | 11 septembre 2015 | 1 ^{er} octobre 2015 | 0,48 | 247 |
| 22 octobre 2015 | 11 décembre 2015 | 4 janvier 2016 | 0,48 | 247 |

Flux de trésorerie disponibles

| (en millions de dollars) | Trimestres clos les 31 mars | | |
|--|-----------------------------|-------|-------------------|
| | 2016 | 2015 | Variation en % |
| Résultat d'exploitation ajusté ¹ | 1 101 | 1 124 | (2) |
| Déduire : | | | |
| Entrées d'immobilisations corporelles ² | 552 | 475 | 16 |
| Intérêts sur les emprunts, déduction faite des intérêts inscrits à l'actif | 192 | 188 | 2 |
| Impôt sur le résultat en trésorerie ³ | 137 | 195 | (30) |
| Flux de trésorerie disponibles¹ | 220 | 266 | (17) |

¹ Le résultat d'exploitation ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

² Les entrées d'immobilisations corporelles ne tiennent pas compte des dépenses liées aux licences d'utilisation du spectre.

³ L'impôt sur le résultat en trésorerie est présenté net des remboursements reçus.

Les flux de trésorerie disponibles ont diminué de 17 % pour le trimestre considéré en raison des facteurs suivants :

- la hausse des entrées d'immobilisations corporelles liée au calendrier des investissements dans notre réseau;
- facteur en partie compensé par la diminution de l'impôt sur le résultat en trésorerie qui s'explique par la réduction des acomptes provisionnels.

Aperçu de la situation financière

États consolidés de la situation financière

| (en millions de dollars) | Au 31 mars 2016 | Au 31 déc. 2015 | Variation (en \$) | Variation (en %) | Explication des principales variations |
|--|-----------------------|-----------------------|----------------------|---------------------|---|
| Actifs | | | | | |
| Actifs courants | | | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | - | 11 | (11) | n. s. | Se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières » pour obtenir d'autres renseignements. |
| Débiteurs | 1 792 | 1 792 | - | - | n. s. |
| Stocks | 320 | 318 | 2 | 1 | n. s. |
| Autres actifs courants | 429 | 303 | 126 | 42 | Tient compte d'une augmentation des charges payées d'avance liée essentiellement aux frais des licences d'utilisation de spectre de Sans-fil. |
| Partie courante des instruments dérivés | 116 | 198 | (82) | (41) | Tient compte des variations des valeurs de marché des dérivés liés à la dette et aux dépenses essentiellement attribuables à l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, lesquelles ont été contrebalancées en partie par le règlement et l'échéance des autres dérivés dont il est question à la rubrique « Gestion des risques financiers ». |
| Total des actifs courants | 2 657 | 2 622 | 35 | 1 | |
| Immobilisations corporelles | 10 999 | 10 997 | 2 | - | Tient compte des entrées d'immobilisations corporelles, contrebalancées par l'amortissement. Se reporter à la rubrique « Entrées d'immobilisations corporelles » pour obtenir d'autres renseignements. |
| Immobilisations incorporelles | 7 206 | 7 243 | (37) | (1) | A trait à l'amortissement des immobilisations incorporelles. |
| Placements | 2 381 | 2 271 | 110 | 5 | Tient compte des ajustements de la juste valeur de certains placements dans des sociétés ouvertes. |
| Instruments dérivés | 1 536 | 1 992 | (456) | (23) | Se reporter au poste « Partie courante des instruments dérivés » pour obtenir d'autres renseignements. |
| Autres actifs à long terme | 124 | 150 | (26) | (17) | Tient compte du recouvrement de certaines créances à long terme. |
| Actifs d'impôt différé | 9 | 9 | - | - | n. s. |
| Goodwill | 3 891 | 3 891 | - | - | n. s. |
| Total des actifs | 28 803 | 29 175 | (372) | (1) | |
| Passifs et capitaux propres | | | | | |
| Passifs courants | | | | | |
| Avances bancaires | 72 | - | 72 | n. s. | Se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières » pour obtenir d'autres renseignements. |
| Emprunts à court terme | 1 005 | 800 | 205 | 26 | Tient compte du financement net reçu aux termes du programme de titrisation des débiteurs. |
| Créditeurs et charges à payer | 2 479 | 2 708 | (229) | (8) | Tient compte d'une baisse des comptes fournisseurs attribuable au caractère saisonnier des activités et du recul des intérêts courus sur la dette à long terme par suite du calendrier des paiements. |
| Impôt sur le résultat à payer | 118 | 96 | 22 | 23 | Tient compte de l'excédent de l'impôt sur le résultat à payer sur les acomptes provisionnels déjà payés. |
| Partie courante des provisions | 27 | 10 | 17 | 170 | n. s. |
| Produits constatés d'avance | 441 | 388 | 53 | 14 | Tient compte des dépôts reçus relativement aux billets vendus par les Blue Jays de Toronto. |
| Partie courante de la dette à long terme | 1 250 | 1 000 | 250 | 25 | Tient compte de l'arrivée à échéance de nos billets de premier rang de 250 millions de dollars au début de 2017. |
| Partie courante des instruments dérivés | 65 | 15 | 50 | n. s. | Tient compte des variations des valeurs de marché des contrats à terme sur obligations. Se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières » pour obtenir d'autres renseignements. |
| Total des passifs courants | 5 457 | 5 017 | 440 | 9 | |
| Provisions | 31 | 50 | (19) | (38) | n. s. |
| Dette à long terme | 15 188 | 15 870 | (682) | (4) | Tient compte principalement de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir d'autres renseignements. |
| Instruments dérivés | 195 | 95 | 100 | 105 | Tient compte des variations des valeurs de marché des dérivés liés à la dette et aux dépenses essentiellement attribuables à l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir d'autres renseignements. |
| Autres passifs à long terme | 445 | 455 | (10) | (2) | n. s. |
| Passifs d'impôt différé | 1 782 | 1 943 | (161) | (8) | Tient compte principalement de la résorption de différences temporaires. |
| Total des passifs | 23 098 | 23 430 | (332) | (1) | |
| Capitaux propres | 5 705 | 5 745 | (40) | (1) | Tient compte des variations des résultats non distribués et des réserves liées aux capitaux propres. |
| Total des passifs et des capitaux propres | 28 803 | 29 175 | (372) | (1) | |

Situation financière

Au 31 mars 2016, nous disposions de liquidités disponibles d'environ 2,8 milliards de dollars (3,3 milliards de dollars au 31 décembre 2015), lesquelles comprenaient :

- un montant de néant en trésorerie et équivalents de trésorerie (0,01 milliard de dollars au 31 décembre 2015);
- un montant de 2,77 milliards de dollars disponible aux termes de nos facilités de crédit bancaire (3,0 milliards au 31 décembre 2015);
- un montant de 0,05 milliard de dollars disponible en vertu de notre programme de titrisation des débiteurs (0,25 milliard au 31 décembre 2015).

En plus des sources de liquidités disponibles susmentionnées, nous détenons 1 080 millions de dollars de titres de capitaux propres négociables de sociétés cotées en bourse au 31 mars 2016 (966 millions de dollars au 31 décembre 2015).

Au 31 mars 2016, nos emprunts présentaient un coût de financement moyen pondéré de 4,75 % (4,82 % au 31 décembre 2015) et le terme moyen pondéré à l'échéance était de 10,4 années (10,8 années au 31 décembre 2015). Cette réduction comparative de notre taux d'intérêt moyen pondéré tient compte de l'incidence combinée des éléments suivants :

- l'émission en décembre 2015 de billets de premier rang à des taux d'intérêt moindres qu'auparavant;
- une utilisation accrue de nos facilités de crédit bancaire et de notre programme de titrisation de créances au 31 mars 2016.

Au 31 mars 2016, les notations de crédit attribuées aux débetures et aux billets de premier rang de RCI en circulation étaient demeurées stables par rapport au quatrième trimestre de 2015 et se présentaient comme suit :

- Moody's Ratings Services : Baa1 avec perspective stable;
- Standard and Poor's Ratings Services : BBB+ avec perspective stable;
- Fitch Ratings : BBB+ avec perspective défavorable.

Gestion des risques financiers

La présente section doit être lue en parallèle avec la rubrique « Gestion des risques financiers » de notre rapport de gestion annuel de 2015. Nous avons parfois recours à des instruments dérivés pour gérer les risques financiers liés à nos activités commerciales. Nous gérons également notre exposition aux taux d'intérêt fixes et variables et, au 31 mars 2016, nous avons fixé un taux d'intérêt sur 88,6 % de l'encours de notre dette, y compris les emprunts à court terme (90,3 % au 31 décembre 2015). Nous avons recours à des instruments dérivés aux seules fins de la gestion des risques, et non pas à des fins de spéculation.

Dérivés liés à la dette

Au cours du trimestre, nous avons conclu des dérivés liés à la dette relativement aux prélèvements que nous avons effectués sur nos facilités de crédit par suite de l'écart de taux d'intérêt favorable obtenu sur nos emprunts libellés en dollars américains. Nous avons utilisé ces dérivés pour atténuer le risque de change et le risque de taux d'intérêt liés aux montants prélevés sur nos facilités de crédit libellées en dollars américains. En raison de la nature à court terme des dérivés liés à la dette se rapportant aux montants prélevés sur nos facilités de crédit, nous ne les avons pas désignés à titre de couvertures à des fins comptables. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2015, nous n'avons conclu aucun dérivé lié à la dette relativement aux prélèvements effectués sur nos facilités de crédit.

Au cours du trimestre, nous avons réglé des dérivés liés à la dette se rapportant aux montants prélevés sur nos facilités de crédit d'un montant notionnel de 474 millions de dollars (342 millions de dollars américains), contre des paiements en trésorerie nets de 19 millions de dollars.

Au 31 mars 2016, nous avons des billets de premier rang et des débetures libellés en dollars américains d'un montant de 6,2 milliards de dollars américains (6,2 milliards de dollars américains au 31 décembre 2015), pour lesquels tous les risques de change avaient été couverts au moyen de dérivés liés à la dette. Au cours des trimestres clos les 31 mars 2016 et 2015, nous n'avons conclu aucun dérivé lié à la dette relativement aux billets de premier rang.

Contrats à terme sur obligations

Nous n'avons conclu aucun nouveau contrat à terme sur obligations ni n'avons réglé aucun contrat de ce type au cours du trimestre considéré. Au 31 mars 2016, nous avons des contrats à terme sur obligations en cours d'un montant notionnel de 1,4 milliard de dollars (1,4 milliard de dollars au 31 décembre 2015), qui avaient tous été désignés à titre de couvertures à des fins comptables.

Dérivés liés aux dépenses

Au 31 mars 2016, les dérivés liés aux dépenses en cours totalisaient 1 350 millions de dollars américains (1 140 millions de dollars américains au 31 décembre 2015); les échéances allaient d'avril 2016 à décembre 2017 (de janvier 2016 à décembre 2017 au 31 décembre 2015) et le taux de change moyen s'établissait à 1,29 pour 1 \$ US (1,24 \$ pour 1 \$ US au 31 décembre 2015).

Au cours du trimestre, nous avons conclu des contrats de change à terme en dollars américains afin de fixer le taux de change sur le montant de 420 millions de dollars américains de dépenses libellées en dollars américains de Rogers en 2017. Les dépenses prévues de 420 millions de dollars américains ont été couvertes à un taux moyen de 1,39 \$ pour 1 \$ US, ce qui fixe à 584 millions de dollars canadiens le coût de ces dépenses sur la durée des contrats.

Au cours du trimestre à l'étude, nous avons réglé des dérivés liés aux dépenses d'un montant de 210 millions de dollars américains (180 millions de dollars américains en 2015) contre 256 millions de dollars (199 millions de dollars en 2015).

Dérivés liés aux capitaux propres

Au 31 mars 2016, nous avons conclu des dérivés liés aux capitaux propres à l'égard de 5,7 millions d'actions de catégorie B de RCI (5,7 millions au 31 décembre 2015) assorties d'un cours moyen pondéré de 50,37 \$ (50,37 \$ au 31 décembre 2015).

En avril 2016, nous avons signé des accords de prorogation pour chacun de nos contrats de dérivés liés aux capitaux propres selon des modalités essentiellement identiques avec des dates d'échéance révisées et maintenant fixées en avril 2017 (auparavant en avril 2016).

Évaluation à la valeur de marché

Nous comptabilisons nos dérivés selon leur évaluation à la valeur de marché estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit et calculée conformément aux IFRS.

| (en millions de dollars, sauf les cours de change) | Au 31 mars 2016 | | | |
|--|------------------------------------|--------------------|------------------------------------|-------------------------------|
| | Montant notionnel (en \$ US) | Cours de change | Montant notionnel (en \$ CA) | Juste valeur (en \$ CA) |
| Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie | | | | |
| En actifs | 5 200 | 1,0401 | 5 409 | 1 587 |
| En passifs | 1 000 | 1,3382 | 1 338 | (78) |
| Dérivés liés à la dette non comptabilisés comme des couvertures | | | | |
| En passifs | 457 | 1,3126 | 600 | (6) |
| Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette représentant un actif | | | | 1 503 |
| Contrats à terme sur obligations comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie | | | | |
| En passifs | - | - | 1 400 | (132) |
| Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie | | | | |
| En actifs | 1 350 | 1,2907 | 1 742 | 12 |
| Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures | | | | |
| En passifs | - | - | 286 | 9 |
| Position nette évaluée à la valeur de marché représentant un actif | | | | 1 392 |

| (en millions de dollars, sauf les cours de change) | Au 31 décembre 2015 | | | |
|--|------------------------------------|--------------------|------------------------------------|-------------------------------|
| | Montant notionnel (en \$ US) | Cours de change | Montant notionnel (en \$ CA) | Juste valeur (en \$ CA) |
| Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie | | | | |
| En actifs | 5 900 | 1,0755 | 6 345 | 2 032 |
| En passifs | 300 | 1,3367 | 401 | (4) |
| Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette représentant un actif | | | | 2 028 |
| Contrats à terme sur obligations comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie | | | | |
| En passifs | - | - | 1 400 | (91) |
| Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie | | | | |
| En actifs | 1 140 | 1,2410 | 1 415 | 158 |
| Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures | | | | |
| En passifs | - | - | 286 | (15) |
| Position nette évaluée à la valeur de marché représentant un actif | | | | 2 080 |

Dette nette ajustée et ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté

Nous utilisons la dette nette ajustée et le ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital. La dette nette ajustée comprend la dette à long terme, les actifs ou passifs nets au titre des dérivés liés à la dette, les emprunts à court terme et la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

| (en millions de dollars, sauf les ratios) | Au 31 mars 2016 | Au 31 décembre 2015 |
|--|------------------------------|---------------------------|
| Dette à long terme ¹ | 16 545 | 16 981 |
| Actifs nets au titre des dérivés liés à la dette évalués sans ajustement lié au risque de crédit | (1 597) | (2 180) |
| Emprunts à court terme | 1 005 | 800 |
| Avances bancaires (trésorerie et équivalents de trésorerie) | 72 | (11) |
| Dette nette ajustée ² | 16 025 | 15 590 |
| Ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté ^{2,3} | 3,2 | 3,1 |

¹ Compte tenu de la partie courante et de la partie à long terme de la dette à long terme avant toute réduction de la valeur comptable découlant de la méthode de l'acquisition, des coûts de transaction différés et des escomptes. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Rapprochement de la dette nette ajustée » de la section « Mesures non conformes aux PCGR » pour connaître le mode de calcul de ce montant.

² La dette nette ajustée et le ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté ne sont pas des mesures conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

³ Le ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté est calculé en fonction du résultat d'exploitation ajusté des 12 derniers mois consécutifs.

En plus des éléments présentés dans le tableau ci-dessus, au 31 mars 2016, nous détenions des titres négociables de sociétés cotées en bourse d'une valeur de 1 080 millions de dollars (966 millions de dollars au 31 décembre 2015).

La dette nette ajustée s'est accrue de 0,4 milliard de dollars au cours du trimestre clos le 31 mars 2016, en raison surtout de l'utilisation saisonnière de la trésorerie dans nos activités. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Aperçu de la situation financière » pour obtenir de plus amples renseignements. Notre cible à long terme de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté se situe dans une fourchette de 2,0 à 2,5.

Actions ordinaires en circulation

| | Au 31 mars 2016 | Au 31 décembre 2015 |
|---|------------------------------|---------------------------|
| Actions ordinaires en circulation ¹ | | |
| De catégorie A avec droit de vote | 112 414 592 | 112 438 692 |
| De catégorie B sans droit de vote | 402 332 076 | 402 307 976 |
| Total des actions ordinaires | 514 746 668 | 514 746 668 |
| Options d'achat d'actions de catégorie B sans droit de vote | | |
| Options en circulation | 5 343 572 | 4 873 940 |
| Options en circulation exerçables | 2 486 203 | 2 457 005 |

¹ Les porteurs de nos actions de catégorie B sans droit de vote ont le droit d'être convoqués à toute assemblée des actionnaires et d'y assister; toutefois, sauf dans la mesure prévue par la législation ou les règlements de marchés boursiers, ils n'ont pas de droit de vote lors d'une telle assemblée. Si une offre est déposée en vue d'acheter les actions de catégorie A avec droit de vote en circulation, aucune exigence en vertu de la législation applicable ou de nos actes constitutifs ne stipule qu'une offre doit être faite à l'égard des actions de catégorie B sans droit de vote en circulation et il n'y a aucune clause de protection à l'intention des actionnaires aux termes de nos actes constitutifs. Si une offre est déposée en vue d'acheter des actions des deux catégories d'actions, les modalités de l'offre peuvent être différentes pour les actions de catégorie A avec droit de vote et pour celles des actions de catégorie B sans droit de vote.

Engagements et obligations contractuelles

Il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2015 pour obtenir un résumé de nos principales obligations aux termes d'accords contractuels fermes, notamment les engagements de paiements futurs découlant d'emprunts à long terme et de contrats de location simple, lesquels sont également analysés aux notes 16, 21 et 29 afférentes à nos états financiers consolidés audités annuels pour 2015.

Sauf indication contraire dans le présent rapport de gestion, aucune modification significative n'a été apportée à nos principales obligations contractuelles, telles qu'elles sont présentées dans notre rapport de gestion annuel de 2015, depuis le 31 décembre 2015.

Évolution de la réglementation

La réglementation d'importance qui influe sur nos activités en date du 11 février 2016 est présentée dans notre rapport de gestion annuel de 2015. Les principales modifications concernant la réglementation survenues depuis la publication dudit rapport de gestion sont présentées ci-dessous.

Établissement des coûts et des tarifs des services d'accès Internet de gros

Le 31 mars 2016, le CRTC a rendu publique sa décision faisant suite à l'examen des données pour l'établissement des coûts et du processus de demande relatif aux services d'accès haute vitesse de gros (Décision de télécom CRTC 2016-117). Le CRTC a déterminé que les tarifs de télécommunication de gros payés par des fournisseurs concurrents n'étaient plus appropriés et a exigé que tous les fournisseurs de services d'accès haute vitesse de gros déposent de nouvelles études de coûts présentant les tarifs proposés pour approbation définitive. Le CRTC a aussi rendu provisoires tous les tarifs d'accès Internet de gros actuellement approuvés à compter de la date de la décision. Le CRTC évaluera dans quelle mesure la rétroactivité, s'il y a lieu, s'appliquera quand de nouvelles études de coûts auront été présentées à l'appui des demandes visant la révision des tarifs pour des services d'accès haute vitesse de gros.

Distribution des services de télévision

Le 1^{er} mars 2016, la première phase du mandat imposé par le CRTC aux distributeurs d'offrir un service de télévision d'entrée de gamme de base à 25 \$ par mois (matériel en sus) est entrée en vigueur. Depuis le 1^{er} mars 2016, nous offrons un service d'entrée de gamme de base composé de canaux canadiens locaux, des services obligatoires nationaux, du canal communautaire et des canaux des assemblées législatives provinciales et des principaux réseaux américains (4+1). Nous proposons aussi des forfaits plus petits à prix raisonnables composés de canaux spécialisés et de chaînes à supplément. D'ici au 1^{er} décembre 2016, nous devons également offrir tous les canaux spécialisés et les chaînes à supplément « à la carte ».

Mise à jour sur les risques et les incertitudes

Il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2015 pour une analyse des risques et incertitudes significatifs susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur nos activités et nos résultats financiers au 11 février 2016, lesquels doivent être étudiés à la lumière du présent rapport de gestion trimestriel intermédiaire. Les litiges susceptibles de contribuer à ces risques et incertitudes sont les suivants :

Frais d'accès au système – Saskatchewan

En 2004, un recours collectif a été intenté contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan. Le recours collectif a trait aux frais d'accès au système que les fournisseurs de services sans fil facturent à certains de leurs clients. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et en dommages punitifs, à savoir le remboursement de tous les frais d'accès au système déboursés.

En 2007, la Cour de la Saskatchewan a accueilli la proposition des demandeurs afin que la poursuite soit autorisée à titre de recours collectif avec option d'adhésion à l'échelle nationale dans le cadre duquel les clients concernés hors de la Saskatchewan doivent prendre des mesures précises pour prendre part aux procédures. En 2008, la requête de la Société visant une suspension de la poursuite en vertu de la clause d'arbitrage incluse dans les contrats de service sans fil a été acceptée. La Cour de la Saskatchewan a déclaré que son ordonnance visant l'autorisation de la poursuite excluait du recours collectif les clients liés par une clause d'arbitrage.

En 2009, les avocats des demandeurs ont entrepris une deuxième poursuite en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan au motif des mêmes allégations que dans la poursuite initiale. Si la demande est acceptée, cette deuxième poursuite serait une poursuite d'« option de refus ». En 2009, la Cour a ordonné la suspension conditionnelle de la deuxième poursuite parce que celle-ci constituait un abus de procédure.

En 2013, les demandeurs ont déposé une demande d'ordonnance pour que la deuxième poursuite visant les frais d'accès au système soit autorisée à aller de l'avant. Cependant, la Cour a rejeté la demande de prolongation et la deuxième poursuite demeure assujettie à une suspension conditionnelle.

Au moment où le recours collectif intenté en Saskatchewan a été engagé en 2004, des réclamations correspondantes ont été déposées auprès de plusieurs administrations au Canada bien qu'aucune mesure concrète n'ait été prise par les demandeurs. En 2014, la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse a refusé de suspendre ou de rejeter la réclamation correspondante intentée par les demandeurs en Nouvelle-Écosse pour cause d'abus de procédure. En avril 2015, la Cour d'appel de la Nouvelle-Écosse a suspendu définitivement la réclamation intentée en Nouvelle-Écosse. Les demandeurs demandent l'autorisation d'en appeler à la Cour suprême du Canada. La Cour du Banc de la Reine du Manitoba a suspendu inconditionnellement la réclamation correspondante intentée au Manitoba pour cause d'abus de procédure. La Cour d'appel du Manitoba a rejeté l'appel déposé par le demandeur à l'égard de cette décision. La Cour d'appel de la Colombie-Britannique a rendu une décision similaire. En 2015, la Cour du Banc de la Reine de l'Alberta a refusé de rejeter la réclamation correspondante intentée en Alberta. En octobre 2015, la Cour d'appel de l'Alberta a autorisé notre appel et rejeté la réclamation intentée en Alberta. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

Frais d'accès au système – Colombie-Britannique

En décembre 2011, un recours collectif a été intenté en Colombie-Britannique contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada en réponse aux frais d'accès au système que les fournisseurs de services sans fil facturent à certains de leurs clients. Le recours collectif avait trait, entre autres, à des allégations de fausses représentations contraires à la *Business Practices and Consumer Protection Act* de la Colombie-Britannique. Les demandeurs cherchaient notamment à obtenir des remboursements indéterminés en dommages de droit et la restitution. En juin 2014, la Cour a rejeté la demande de certification des demandeurs, déclarant que rien dans l'expression *frais d'accès au système* ne suggère qu'il s'agit de frais devant être remis au gouvernement. Un appel déposé par les demandeurs a été rejeté en 2015 par la Cour d'appel de la Colombie-Britannique, qui a estimé que la conclusion du juge de première instance était irréfutable. Les demandeurs tentent d'obtenir l'autorisation d'en appeler à la Cour suprême du Canada. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

Frais liés au service d'urgence 911

En juin 2008, un recours collectif a été intenté en Saskatchewan contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada. La poursuite concerne des allégations, notamment, de rupture de contrat, de fausse déclaration et de publicité mensongère relativement aux frais du service 911 facturés par la Société et d'autres fournisseurs de services de communication sans fil au Canada. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et la restitution. Les demandeurs tentent d'obtenir une ordonnance attestant que la poursuite constitue un recours collectif en Saskatchewan. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

Appareils cellulaires

En juillet 2013, un recours collectif a été intenté en Colombie-Britannique contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada et des fabricants d'appareils sans fil. Le recours collectif a trait aux effets néfastes allégués sur la santé subis par des utilisateurs d'appareils cellulaires de longue date. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et en dommages punitifs, à savoir le remboursement d'un montant égal aux produits réalisés par les défendeurs pouvant raisonnablement être attribués à la vente de téléphones cellulaires au Canada. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

Issue des procédures

L'issue de l'ensemble des poursuites et réclamations intentées contre la Société, y compris celle des cas précités, dépend de leur règlement futur, notamment des incertitudes inhérentes aux litiges. Il nous est impossible de prédire l'issue ou l'ampleur des réclamations en raison de divers facteurs et incertitudes liés aux procédures judiciaires. À la lumière de l'information dont nous disposons actuellement, nous sommes d'avis qu'il n'est pas probable que le règlement final de l'une ou l'autre de ces poursuites et réclamations, prises séparément ou dans leur ensemble, ait une incidence défavorable significative sur nos activités, nos résultats financiers ou notre situation financière. S'il devient probable que la Société sera tenue responsable des réclamations déposées contre elle, nous comptabiliserons une provision dans la période au cours de laquelle le changement de probabilité surviendrait; une telle provision pourrait être significative en regard de nos états consolidés du résultat net ou de nos états consolidés de la situation financière.

Estimations et méthodes comptables critiques

Notre rapport de gestion annuel de 2015, ainsi que nos états financiers consolidés audités annuels de 2015 et les notes y afférentes présentent une analyse des estimations et méthodes comptables qui sont critiques pour l'appréciation de nos activités commerciales et de nos résultats opérationnels.

Nouvelles prises de position en comptabilité adoptées en 2016

Nous avons adopté les nouvelles normes comptables et les modifications de normes suivantes; elles sont en vigueur pour nos états financiers consolidés intermédiaires et annuels ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016. Ces changements n'ont pas eu d'incidence significative sur nos résultats financiers.

- Modifications de l'IAS 1, *Présentation des états financiers*
- Modifications de l'IAS 16, *Immobilisations corporelles*, et de l'IAS 38, *Immobilisations incorporelles*
- Modifications de l'IFRS 11, *Partenariats*

Récentes prises de position en comptabilité n'ayant pas encore été adoptées

Nous sommes tenus d'adopter les normes comptables nouvelles ou révisées suivantes au plus tôt le 1^{er} janvier 2016 ou par la suite. La Société a entrepris d'évaluer l'incidence des normes nouvelles ou révisées sur ses prochains états financiers consolidés intermédiaires et annuels.

- IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (entrée en vigueur : le 1^{er} janvier 2018)
- IFRS 9, *Instruments financiers* (entrée en vigueur : le 1^{er} janvier 2018)
- IFRS 16, *Contrats de location* (entrée en vigueur : le 1^{er} janvier 2019)

Nous n'avons pas encore adopté certaines autres normes, interprétations et modifications comptables qui ont été publiées, mais qui ne sont pas encore en vigueur. Il y a lieu de se reporter à nos états financiers consolidés audités annuels de 2015 et aux notes y afférentes pour de plus amples renseignements.

Transactions entre parties liées

La Société a conclu des transactions avec des sociétés dont les associés ou les hauts dirigeants siègent au conseil d'administration de RCI, y compris :

- le président du conseil non membre de la direction d'un cabinet d'avocats qui offre une portion des services juridiques de la Société;
- le président du conseil d'une entreprise qui offre des services d'impression à la Société;
- le président du conseil et chef de la direction d'une société à laquelle la Société verse des commissions sur les primes d'assurance (il a cessé d'être une partie liée depuis avril 2015).

Ces transactions sont inscrites au montant convenu par les parties liées et sont examinées par le comité d'audit et de risque de notre conseil.

| (en millions de dollars) | Trimestres clos les 31 mars | |
|---|-----------------------------|------|
| | 2016 | 2015 |
| Paiements au titre de services d'impression et de services juridiques et commissions versées sur les primes d'assurance | 5 | 10 |

La Société a également conclu certaines transactions avec son actionnaire détenant le contrôle et avec les sociétés qu'il contrôle. Ces transactions sont assujetties à des ententes officielles approuvées par le comité d'audit et de risque. Le total des montants versés à ces parties liées rend généralement compte de charges imputées à Rogers relativement à l'utilisation commerciale occasionnelle d'un aéronef, déduction faite d'autres services administratifs, et a été inférieur à 1 million de dollars les premiers trimestres de 2016 et de 2015.

Ces transactions sont inscrites au montant convenu par les parties liées et examinées par le comité d'audit et de risque. Les montants exigibles ne sont pas garantis, ne portent pas intérêt et leur paiement est exigible en trésorerie dans le mois suivant la date de transaction.

Contrôles et procédures

Aucun changement n'est survenu dans les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière au cours du trimestre à l'étude qui aurait eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société.

Caractère saisonnier

Nos résultats opérationnels varient généralement d'un trimestre à l'autre en raison notamment des changements de conjoncture économique et des fluctuations saisonnières touchant chacun de nos secteurs à présenter. Cela signifie que les résultats d'un trimestre ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats d'un trimestre ultérieur. Les activités de Sans-fil, de Cable et de Media comportent des aspects saisonniers, ainsi que certaines tendances historiques, qui leur sont propres. Pour en savoir davantage sur les tendances saisonnières de nos secteurs à présenter, il y a lieu de se reporter au rapport de gestion annuel de 2015 de la Société.

Prévisions financières

Nous n'avons apporté aucune modification aux fourchettes prévisionnelles consolidées en ce qui a trait aux produits opérationnels, au résultat d'exploitation ajusté, aux flux de trésorerie disponibles et aux entrées d'immobilisations corporelles, qui ont été présentées le 27 janvier 2016. Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « À propos des énoncés prospectifs » paraissant dans le présent rapport de gestion et dans le rapport de gestion annuel de 2015. Le résultat d'exploitation ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

Indicateurs clés de performance

Nous mesurons le succès de notre stratégie à l'aide d'un certain nombre d'indicateurs clés de performance, qui sont définis et analysés dans notre rapport de gestion annuel de 2015 et dans le présent rapport de gestion. La Société estime que ces indicateurs clés de performance lui permettent de mesurer adéquatement sa performance par rapport à sa stratégie opérationnelle, de même que par rapport aux résultats de ses pairs et de ses concurrents. Ces indicateurs ne sont pas des mesures conformes aux IFRS et ne doivent pas être considérés comme des substituts au bénéfice net ni à tout autre indicateur de performance conforme aux IFRS. Ils comprennent les éléments suivants :

- les nombres d'abonnés;
- les taux d'attrition des abonnés;
- les produits moyens par compte (PMPC) des services facturés;
- les produits moyens par abonné (PMPA) mixtes;
- l'intensité du capital.

Mesures non conformes aux PCGR

La Société a recours aux mesures non conformes aux PCGR suivantes, qui sont revues périodiquement par la direction et le conseil, pour évaluer la performance de la Société et prendre des décisions au sujet des activités courantes de la Société et de sa capacité à générer des flux de trésorerie. Ces mesures, en totalité ou en partie, peuvent également être utilisées par les investisseurs, les institutions prêteuses et les agences de notation à titre d'indicateurs de la performance opérationnelle de la Société, de sa capacité à contracter ou à rembourser des emprunts et à titre de mesures d'évaluation des entreprises œuvrant dans le secteur des télécommunications. Ces mesures ne sont pas des mesures conformes aux PCGR et n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine.

| Mesure non conforme aux PCGR | Raison de son utilisation | Calcul | Mesure financière la plus comparable en IFRS |
|---|---|---|---|
| Résultat d'exploitation ajusté Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée | <ul style="list-style-type: none"> Pour évaluer la performance de nos activités et pour prendre des décisions à l'égard des activités courantes de l'entreprise et de notre capacité à générer des flux de trésorerie. Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent le résultat d'exploitation ajusté pour mesurer notre capacité à rembourser nos emprunts et à honorer nos autres obligations de paiement. Nous l'utilisons également à titre de composante du calcul de la rémunération incitative à court terme de tous les membres du personnel de direction. | <p>Résultat d'exploitation ajusté : Bénéfice net <i>Plus (moins) les éléments suivants</i> impôt sur le résultat, autres charges (produits), charges financières, frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, rémunération fondée sur des actions et dépréciation d'actifs</p> <p>Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée : Résultat d'exploitation ajusté <i>Divisé par l'élément suivant</i> Produits opérationnels (produits tirés des réseaux de Sans-fil)</p> | Bénéfice net |
| Résultat net ajusté Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté | <ul style="list-style-type: none"> Pour évaluer la performance de nos activités compte non tenu de l'incidence des éléments indiqués puisque ceux-ci nuisent à la comparabilité de nos résultats financiers et pourraient fausser l'analyse des tendances relatives à la performance de nos activités. Exclure ces éléments ne signifie pas qu'ils ne sont pas récurrents. | <p>Résultat net ajusté : Bénéfice net <i>Plus (moins) les éléments suivants</i> rémunération fondée sur des actions, frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, dépréciation d'actifs, (profit) sur la vente de placements, (profit) sur les acquisitions, perte liée aux obligations d'achat liées à la participation ne donnant pas le contrôle, perte liée aux remboursements sur la dette à long terme et ajustements d'impôt sur le résultat liés à ces éléments, y compris les ajustements liés aux modifications législatives</p> <p>Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté : Résultat net ajusté <i>Divisé par l'élément suivant</i> nombre moyen pondéré d'actions en circulation, avant et après dilution</p> | Bénéfice net Bénéfice de base et dilué par action |
| Flux de trésorerie disponibles | <ul style="list-style-type: none"> Indicateur important de la solidité et de la performance financières de notre entreprise puisqu'il fait état du montant en trésorerie disponible aux fins de remboursement de la dette ou de réinvestissement dans la Société. Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent les flux de trésorerie disponibles pour évaluer une entreprise et ses actifs sous-jacents. | Résultat d'exploitation ajusté <i>Moins les éléments suivants</i> entrées d'immobilisations corporelles, intérêts sur les emprunts déduction faite des intérêts inscrits à l'actif et impôt sur le résultat en trésorerie | Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles |
| Dette nette ajustée | <ul style="list-style-type: none"> Pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions en lien avec la structure du capital. Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure qui aide les investisseurs et les analystes à analyser la valeur globale et la valeur nette réelle de la Société et à évaluer notre endettement. | Total de la dette à long terme <i>Plus (moins) les éléments suivants</i> partie courante de la dette à long terme, coûts de transaction différés et escomptes, (actifs) passifs nets au titre des dérivés liés à la dette, ajustement lié au risque de crédit relativement à la position nette au titre des dérivés liés à la dette, avances bancaires (trésorerie et équivalents de trésorerie) et emprunts à court terme | Dette à long terme |

| Mesure non conforme aux PCGR | Raison de son utilisation | Calcul | Mesure financière la plus comparable en IFRS |
|---|--|--|--|
| Ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté | <ul style="list-style-type: none"> Pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital. Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure qui aide les investisseurs et les analystes à analyser la valeur globale et la valeur nette réelle de la Société et à évaluer notre endettement. | Dette nette ajustée (selon la définition fournie ci-dessus) <i>Divisée par l'élément suivant</i> résultat d'exploitation ajusté des 12 derniers mois (selon la définition fournie ci-dessus) | Dette à long terme divisée par le bénéfice net |

Rapprochement du résultat d'exploitation ajusté

| (en millions de dollars) | Trimestres clos les 31 mars | |
|---|-----------------------------|-------|
| | 2016 | 2015 |
| Bénéfice net | 248 | 255 |
| Ajouter (déduire) : | | |
| Impôt sur le résultat | 61 | 82 |
| Autres produits | (34) | (3) |
| Charges financières | 196 | 210 |
| Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges | 44 | 9 |
| Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles | 574 | 559 |
| Rémunération fondée sur des actions | 12 | 12 |
| Résultat d'exploitation ajusté | 1 101 | 1 124 |

Rapprochement du résultat net ajusté

| (en millions de dollars) | Trimestres clos les 31 mars | |
|---|-----------------------------|------|
| | 2016 | 2015 |
| Bénéfice net | 248 | 255 |
| Ajouter (déduire) : | | |
| Rémunération fondée sur des actions | 12 | 12 |
| Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges | 44 | 9 |
| Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme | - | 7 |
| Profit sur la vente d'un placement | (39) | - |
| Incidence fiscale des éléments susmentionnés | (5) | (8) |
| Incidence fiscale, modifications des lois fiscales | 3 | - |
| Résultat net ajusté | 263 | 275 |

Rapprochement du résultat par action ajusté

| (en millions de dollars, sauf les montants par action; nombre d'actions en circulation en millions) | Trimestres clos les 31 mars | |
|---|-----------------------------|---------|
| | 2016 | 2015 |
| Résultat par action de base ajusté : | | |
| Résultat net ajusté | 263 | 275 |
| Diviser par : Nombre moyen pondéré d'actions en circulation | 515 | 515 |
| Résultat par action de base ajusté | 0,51 \$ | 0,53 \$ |
| Résultat par action dilué ajusté : | | |
| Résultat net ajusté | 263 | 275 |
| Diviser par : Nombre moyen pondéré d'actions en circulation après dilution | 517 | 517 |
| Résultat par action dilué ajusté | 0,51 \$ | 0,53 \$ |

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

| (en millions de dollars) | Trimestres clos les 31 mars | |
|--|-----------------------------|-------|
| | 2016 | 2015 |
| Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles | 598 | 227 |
| Ajouter (déduire) : | | |
| Entrées d'immobilisations corporelles | (552) | (475) |
| Intérêts sur les emprunts, déduction faite des intérêts inscrits à l'actif | (192) | (188) |
| Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges | 44 | 9 |
| Intérêts payés | 238 | 263 |
| Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement | 120 | 350 |
| Autres ajustements | (36) | 80 |
| Flux de trésorerie disponibles | 220 | 266 |

Rapprochement de la dette nette ajustée et du ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté

| (en millions de dollars) | Au | Au |
|--|----------------|-------------|
| | 31 mars | 31 décembre |
| | 2016 | 2015 |
| Partie courante de la dette à long terme | 1 250 | 1 000 |
| Dette à long terme | 15 188 | 15 870 |
| Coûts de transaction différés et escomptes | 107 | 111 |
| | 16 545 | 16 981 |
| Ajouter (déduire) : | | |
| Actifs nets au titre des dérivés liés à la dette | (1 503) | (2 028) |
| Ajustement lié au risque de crédit relativement à la position nette au titre des dérivés liés à la dette | (94) | (152) |
| Emprunts à court terme | 1 005 | 800 |
| Avances bancaires (trésorerie et équivalents de trésorerie) | 72 | (11) |
| Dette nette ajustée | 16 025 | 15 590 |

| (en millions de dollars, sauf les ratios) | Au | Au |
|--|---------------|-------------|
| | 31 mars | 31 décembre |
| | 2016 | 2015 |
| Ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté | | |
| Dette nette ajustée | 16 025 | 15 590 |
| Diviser par : Résultat d'exploitation ajusté des 12 derniers mois | 5 009 | 5 032 |
| Ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté | 3,2 | 3,1 |

Information complémentaire

Résultats financiers consolidés - sommaire trimestriel

Le tableau ci-après présente nos résultats consolidés pour les huit derniers trimestres.

| (en millions de dollars, sauf les montants par action) | 2016 | 2015 | | | | 2014 | | |
|--|----------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| | T1 | T4 | T3 | T2 | T1 | T4 | T3 | T2 |
| Produits opérationnels | | | | | | | | |
| Sans-fil | 1 890 | 1 981 | 1 973 | 1 903 | 1 794 | 1 898 | 1 880 | 1 800 |
| Cable | 856 | 855 | 871 | 869 | 870 | 871 | 864 | 872 |
| Solutions d'Affaires | 96 | 95 | 94 | 94 | 94 | 97 | 96 | 95 |
| Media | 448 | 560 | 473 | 582 | 464 | 544 | 440 | 475 |
| Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés | (45) | (39) | (27) | (45) | (47) | (44) | (28) | (30) |
| Total des produits opérationnels | 3 245 | 3 452 | 3 384 | 3 403 | 3 175 | 3 366 | 3 252 | 3 212 |
| Résultat d'exploitation ajusté | | | | | | | | |
| Sans-fil | 763 | 754 | 879 | 841 | 765 | 725 | 888 | 843 |
| Cable | 393 | 426 | 416 | 414 | 402 | 424 | 409 | 423 |
| Solutions d'Affaires | 31 | 30 | 31 | 27 | 28 | 34 | 32 | 28 |
| Media | (49) | 56 | 58 | 90 | (32) | 78 | 23 | 54 |
| Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés | (37) | (40) | (39) | (35) | (39) | (28) | (40) | (35) |
| Résultat d'exploitation ajusté¹ | 1 101 | 1 226 | 1 345 | 1 337 | 1 124 | 1 233 | 1 312 | 1 313 |
| Déduire (ajouter) : | | | | | | | | |
| Rémunération fondée sur des actions | 12 | 16 | 13 | 14 | 12 | 12 | 9 | 11 |
| Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles | 574 | 580 | 576 | 562 | 559 | 560 | 533 | 532 |
| Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges | 44 | 23 | 37 | 42 | 9 | 43 | 91 | 30 |
| Charges financières | 196 | 192 | 190 | 182 | 210 | 202 | 202 | 188 |
| Autres (produits) charges | (34) | 4 | (59) | 26 | (3) | (10) | 12 | 9 |
| Bénéfice net avant impôt sur le résultat | 309 | 411 | 588 | 511 | 337 | 426 | 465 | 543 |
| Impôt sur le résultat | 61 | 112 | 124 | 148 | 82 | 129 | 133 | 138 |
| Bénéfice net | 248 | 299 | 464 | 363 | 255 | 297 | 332 | 405 |
| Bénéfice par action | | | | | | | | |
| De base | 0,48 \$ | 0,58 \$ | 0,90 \$ | 0,70 \$ | 0,50 \$ | 0,58 \$ | 0,64 \$ | 0,79 \$ |
| Dilué | 0,48 \$ | 0,58 \$ | 0,90 \$ | 0,70 \$ | 0,48 \$ | 0,57 \$ | 0,64 \$ | 0,76 \$ |
| Bénéfice net | 248 | 299 | 464 | 363 | 255 | 297 | 332 | 405 |
| Ajouter (déduire) : | | | | | | | | |
| Rémunération fondée sur des actions | 12 | 16 | 13 | 14 | 12 | 12 | 9 | 11 |
| Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges | 44 | 23 | 37 | 42 | 9 | 43 | 91 | 30 |
| Profit sur l'acquisition de Mobilicity | - | - | (102) | - | - | - | - | - |
| Perte liée à une obligation d'achat liée à la participation ne donnant pas le contrôle | - | - | 72 | - | - | - | - | - |
| Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme | - | - | - | - | 7 | - | - | - |
| Profit sur la vente d'un placement | (39) | - | - | - | - | - | - | - |
| Incidence fiscale des éléments susmentionnés | (5) | (7) | (12) | (13) | (8) | (11) | (27) | (14) |
| Ajustement d'impôt sur le résultat, modification des lois fiscales | 3 | - | - | 6 | - | 14 | - | - |
| Résultat net ajusté¹ | 263 | 331 | 472 | 412 | 275 | 355 | 405 | 432 |
| Résultat par action ajusté ¹ | | | | | | | | |
| De base | 0,51 \$ | 0,64 \$ | 0,92 \$ | 0,80 \$ | 0,53 \$ | 0,69 \$ | 0,79 \$ | 0,84 \$ |
| Dilué | 0,51 \$ | 0,64 \$ | 0,91 \$ | 0,80 \$ | 0,53 \$ | 0,69 \$ | 0,78 \$ | 0,84 \$ |
| Entrées d'immobilisations corporelles | 552 | 773 | 571 | 621 | 475 | 664 | 638 | 576 |
| Flux de trésorerie disponibles ¹ | 220 | 274 | 660 | 476 | 266 | 275 | 370 | 436 |
| Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles | 598 | 950 | 1 456 | 1 114 | 227 | 1 031 | 1 057 | 1 202 |

¹ Le résultat d'exploitation ajusté, le résultat net ajusté, le résultat par action de base ajusté et dilué ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

Sommaire de l'information financière du garant de la dette à long terme

Nos titres d'emprunt publics en circulation, nos facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit de 3,6 milliards de dollars et nos dérivés sont des obligations non garanties de RCI, en sa qualité de débiteur, et de RCCI, en sa qualité de codébiteur ou de garant, selon le cas.

Le tableau qui suit fournit un sommaire des principales données financières consolidées non auditées de RCI pour les périodes indiquées et inclut des colonnes distinctes pour : i) RCI, ii) RCCI, iii) les filiales non garanties, sur une base combinée, iv) les ajustements de consolidation et v) les totaux consolidés.

| Trimestres clos les 31 mars (non audité) (en millions de dollars) | RCI ^{1,2} | | RCCI ^{1,2,3,4} | | Filiales non garantes ^{1,2,4} | | Ajustements de consolidation ^{1,2} | | Totaux | |
|---|--------------------|-----------------|-------------------------|-----------------|---|-----------------|--|-----------------|-----------------|-----------------|
| | 2016 | 2015 | 2016 | 2015 | 2016 | 2015 | 2016 | 2015 | 2016 | 2015 |
| Données tirées de l'état du résultat net | | | | | | | | | | |
| Produits | 5 | 6 | 2 843 | 2 755 | 452 | 470 | (55) | (56) | 3 245 | 3 175 |
| Bénéfice net (perte nette) | 248 | 255 | 114 | 327 | 225 | 263 | (339) | (590) | 248 | 255 |
| À la clôture de la période (non audité) (en millions de dollars) | | | | | | | | | | |
| | RCI ^{1,2} | | RCCI ^{1,2,3,4} | | Filiales non garantes ^{1,2,4} | | Ajustements de consolidation ^{1,2} | | Totaux | |
| | 31 mars 2016 | 31 déc. 2015 | 31 mars 2016 | 31 déc. 2015 | 31 mars 2016 | 31 déc. 2015 | 31 mars 2016 | 31 déc. 2015 | 31 mars 2016 | 31 déc. 2015 |
| Données tirées de l'état de la situation financière | | | | | | | | | | |
| Actifs courants | 24 151 | 23 891 | 19 945 | 19 322 | 8 193 | 8 331 | (49 632) | (48 922) | 2 657 | 2 622 |
| Actifs non courants | 27 353 | 27 270 | 39 023 | 36 862 | 5 880 | 8 236 | (46 110) | (45 815) | 26 146 | 26 553 |
| Passifs courants | 25 165 | 24 024 | 26 782 | 25 951 | 4 787 | 5 609 | (51 277) | (50 567) | 5 457 | 5 017 |
| Passifs non courants | 17 140 | 17 928 | 1 763 | 1 655 | 94 | 259 | (1 356) | (1 429) | 17 641 | 18 413 |

¹ Aux fins du tableau ci-dessus, les placements dans des filiales sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

² Les montants présentés au titre des passifs courants et des passifs non courants de RCCI n'incluent pas les obligations découlant du fait d'agir en qualité de codébiteur ou de garant, selon le cas, de la dette à long terme de RCI.

³ Le 1^{er} janvier 2016, Fido Solutions Inc., filiale de RCI, a transféré sa participation dans RCP à Rogers Cable and Data Centres Inc. (« RCDCI »), filiale de RCI, ce qui a fait de RCDCI le seul détenteur de RCP, cette dernière cessant de ce fait d'exister (la « dissolution »). RCDCI est devenue seule propriétaire des actifs précédemment détenus par RCP, dont elle a également repris tous les passifs. Après cette réorganisation, RCDCI a pris le nom de Rogers Communications Canada Inc (« RCCI »).

⁴ L'information financière de RCCI et de nos filiales non garanties au 31 décembre 2015 et pour le trimestre clos le 31 mars 2015 est présentée sur une base pro forma comme si la dissolution de RCP avait eu lieu le 1^{er} janvier 2015.

À propos des énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion contient de l'information prospective et des énoncés prospectifs, au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables (ensemble, les « énoncés prospectifs »), et des hypothèses concernant, notamment, les activités, les activités opérationnelles ainsi que la performance et la situation financière de la Société, qui ont été approuvées par la direction à la date du présent rapport de gestion. Ces énoncés prospectifs et hypothèses comprennent, notamment, des énoncés sur les objectifs de la Société et ses stratégies pour les atteindre ainsi que des énoncés sur ses opinions, plans, attentes, prévisions, estimations ou intentions.

Énoncés prospectifs

- incluent habituellement des termes comme « prévoir », « supposer », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier », « projeter », « objectifs », « perspectives » et d'autres expressions semblables et l'utilisation du futur et du conditionnel, mais ne contiennent pas nécessairement tous ces termes et expressions;
- comprennent les conclusions, prévisions et projections fondées sur nos objectifs et stratégies actuels ainsi que sur des estimations, attentes, hypothèses et autres facteurs, dont la plupart sont de nature confidentielle et exclusive, que nous jugeons raisonnables au moment de leur utilisation, mais qui pourraient se révéler incorrects;
- ont été approuvés par la direction de la Société à la date du présent rapport de gestion.

Nos énoncés prospectifs comprennent des prévisions et des projections liées aux éléments suivants, notamment :

- les produits opérationnels;
- le résultat d'exploitation ajusté;
- les entrées d'immobilisations corporelles;
- les paiements d'impôt en trésorerie;
- les flux de trésorerie disponibles;
- les paiements de dividendes;
- la croissance des nouveaux produits et services;
- la croissance prévue du nombre d'abonnés et des services auxquels ils s'abonnent;
- le coût d'acquisition et de fidélisation des abonnés et de déploiement de nouveaux services;
- les réductions de coûts et les gains en efficacité continus;
- tous les autres énoncés qui ne relèvent pas de faits passés.

Nos conclusions, prévisions et projections sont fondées sur les facteurs suivants, notamment :

- les taux de croissance générale de l'économie et du secteur;
- les cours de change et les taux d'intérêt;
- les niveaux de tarification des produits et l'intensité de la concurrence;
- la croissance du nombre d'abonnés;
- les prix et les taux d'utilisation et d'attrition;
- l'évolution de la réglementation gouvernementale;
- le déploiement de la technologie;
- la disponibilité des appareils;
- le calendrier de lancement des nouveaux produits;
- le coût du contenu et du matériel;
- l'intégration des acquisitions;
- la structure et la stabilité du secteur.

À moins d'indication contraire, le présent rapport de gestion et les énoncés prospectifs de la Société ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle d'éléments non récurrents ou exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être envisagés ou annoncés ou qui pourraient survenir après la date des énoncés prospectifs figurant aux présentes.

Risques et incertitudes

Les événements et résultats réels pourraient différer sensiblement de ceux exprimés explicitement ou implicitement dans les énoncés prospectifs en raison des risques, incertitudes et autres facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et qui comprennent, sans toutefois s'y limiter :

- la modification de la réglementation;
- l'évolution technologique;
- la conjoncture économique;
- les variations imprévues des coûts de matériel ou de contenu;
- l'évolution de la conjoncture dans les secteurs du divertissement, de l'information et des communications;
- l'intégration des acquisitions;
- les litiges et les questions fiscales;
- l'intensité de la concurrence;
- l'émergence de nouvelles occasions d'affaires;
- les nouvelles normes comptables et les nouvelles interprétations des organismes de normalisation comptable.

Ces facteurs peuvent également avoir une incidence sur nos objectifs, nos stratégies et nos intentions. Un grand nombre de ces facteurs est indépendant de notre volonté ou de nos attentes ou connaissances actuelles. Par conséquent, si ces risques, incertitudes ou autres facteurs se concrétisaient, si les objectifs, stratégies ou intentions actuels de la Société changeaient ou si les autres facteurs ou hypothèses qui sous-tendent les énoncés prospectifs se révélaient incorrects, les résultats réels et nos plans pourraient différer considérablement des prévisions courantes.

Par conséquent, les investisseurs doivent faire preuve de prudence à l'égard des énoncés prospectifs et il serait déraisonnable de leur part de se fier indûment à ces énoncés en croyant qu'ils leur confèrent quelque droit établi que ce soit en ce qui concerne nos résultats ou plans futurs. La Société n'est nullement tenue (et rejette expressément une telle obligation) de mettre à jour ou de modifier les énoncés contenant des informations prospectives, les facteurs ou hypothèses sous-jacents à ces énoncés, que ce soit en raison de renseignements nouveaux, d'événements futurs ou autrement, sauf si la loi l'exige. Tous les énoncés prospectifs paraissant dans le présent rapport de gestion sont assujettis à cette mise en garde.

Avant de prendre une décision d'investissement

Avant de prendre toute décision d'investissement et pour une analyse détaillée des risques, des incertitudes et du contexte liés aux activités de la Société, il y a lieu de revoir attentivement les rubriques du présent rapport de gestion intitulées « Mise à jour sur les risques et les incertitudes » et « Évolution de la réglementation » et celles du rapport de gestion annuel de 2015 intitulées « Réglementation de notre secteur » et « Gouvernance et gestion des risques », ainsi que les divers documents que nous avons déposés auprès des autorités de réglementation canadiennes et américaines, disponibles sur les sites Web sedar.com et sec.gov, respectivement.

###